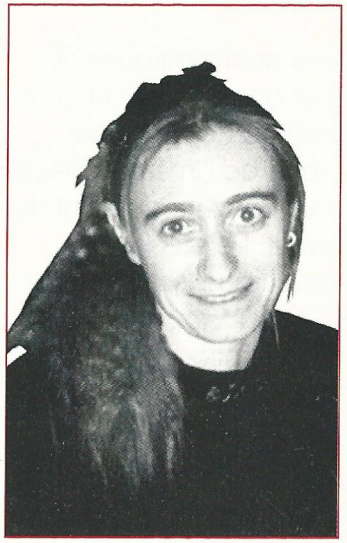
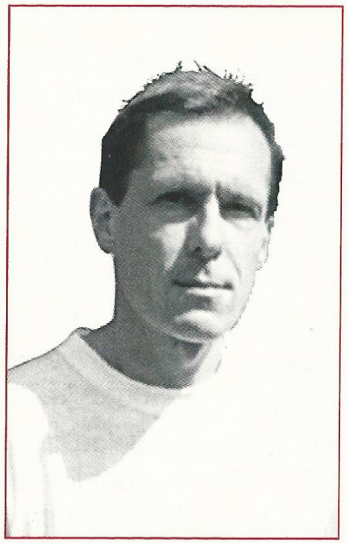
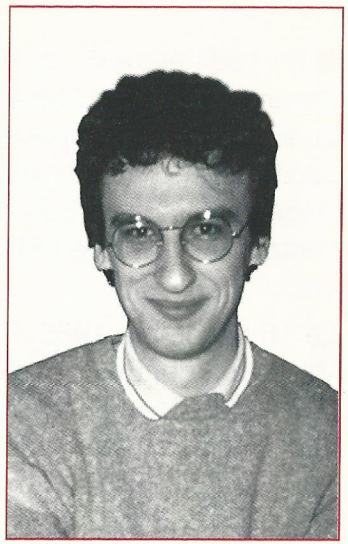


Pascale Vandegeerde
★
prison de Namur
place J. André 7
5000 Namur



Pierre Carette
★
prison de Mons
bd Winston Churchill 24
7000 Mons



Bertrand Sassoye
★
prison de Lantin
rue des Aubépines 2
4450 Lantin

A sa propre demande, la mobilisation pour la libération des prisonnièr(e)s des Cellules Communistes Combattantes ne concerne pas Didier Chevolet, une rupture étant intervenue entre lui et ses anciens camarades.

Contactez l'Association des Parents et Amis des Prisonnièr(e)s Communistes!

Participez aux activités pour la libération des camarades!

Association des Parents et Amis des Prisonniers Communistes
BP 6 - Saint-Gilles 1 - 1060 Bruxelles
Compte n°034-1827469-51

Ecrivez aux prisonnièr(e)s

Editeur responsable: L. Sassoye, 47 rue de l'Economie, 1000 Bruxelles Ne pas jeter sur la voie publique

liberté!

Ils/elle ont combattu pour la cause du peuple et de la classe ouvrière.

PASCALE

Pascale VANDEGEERDE
38 ans
employée

Ils/elle sont en prison depuis plus de 10 ans.

BERTRAND

Bertrand SASSOYE
33 ans
archiviste

Ils/elle restent fidèles à l'idéal communiste, à la Révolution.

PIERRE

Pierre CARETTE
43 ans
imprimeur

Ils/elle doivent être libéré(e)s !

12 ans

CELLULES COMMUNISTES CCC COMBATTANTES

Mobilisons-nous !

Ensemble, nous gagnerons leur libération.
Juridiquement, les camarades sont libérables depuis le 16 décembre 1995.
Ils/elle doivent sortir immédiatement !

10 ans : Basta! Liberté pour les militant(e)s des Cellules Communistes Combattantes!

■ En 1984 et 1985, les Cellules Communistes Combattantes attaquent les intérêts impérialistes et capitalistes. Elles détruisent des sièges centraux de banques, un centre de l'OTAN, la FEB, Sibelgaz, etc.

Le 16 décembre 1985, Pascale Vandegeerde, Bertrand Sassoye, Pierre Carette et Didier Chevolet sont arrêtés en raison de leur participation à cette initiative.

Dès leurs arrestations, ils/elle sont soumis à des conditions de détention exceptionnelles, restant trois années dans un isolement total (régime dénoncé par Amnesty International). Deux grèves de la faim furent nécessaires pour obtenir des conditions de détention (presque) normales.

En octobre 1988, les quatre militants sont, en bloc, condamnés à perpétuité au terme d'un procès entaché de nombreux scandales et manipulations (Pascale Vandegeerde et Didier Chevolet sont notamment condamnés pour des actions des Cellules antérieures à leur entrée dans l'organisation!).

Sans pour autant prendre position dans un sens ou dans l'autre vis-à-vis des actes et des idées de ces quatre prisonniers communistes, il est manifeste que les faits pour lesquels ils ont été condamnés sont politiques. Ils ont été motivés non pas par un intérêt égoïste mais au contraire par une certaine idée de l'intérêt collectif et, plus particulièrement, de celui du monde du Travail. Le procès a apporté la preuve que les morts du 1er mai 1985 étaient tout à fait étrangères aux intentions de leur organisation.

Selon la loi Lejeune, ces militants sont libérables depuis le 16 décembre 1995. Mais l'expérience des dix années écoulées tend à démontrer que, dans notre pays, le ministère de la Justice considère pratiquement le caractère politique - révolutionnaire - comme punissable en tant que tel.

La mobilisation pour la libération des militants emprisonnés est un devoir de solidarité pour nous, leurs parents et amis, mais aussi pour tous les révolutionnaires et tous les démocrates sincères.

Nous ne pouvons permettre que le gouvernement maintienne ces révolutionnaires en prison parce qu'ils/elle refusent d'abjurer leur identité politique.

Ces camarades sont maintenus en prison non plus pour leur lutte d'hier mais pour leurs opinions d'aujourd'hui.

Ils/elle doivent être libérés!

COMMUNIQUE DES QUATRE MILITANTS COMMUNISTES EMPRISONNES JUIN 1986

Depuis le 9 mai 1986, nous, militant(e)s des Cellules Communistes Combattantes emprisonné(e)s à Bruxelles, menons une grève de la faim collective pour obtenir les conditions de détention élémentaires pour des prisonniers politiques, c'est à dire des conditions de détention permettant une activité politique régulière et suivie.

La méthode des communistes a toujours été de relier le particulier au général, de comprendre chaque élément social, politique et économique en fonction des tendances fondamentales de l'époque, et d'en tirer les leçons pour influer sur ces événements dans le sens d'une transformation révolutionnaire de la société. Aborder la question de notre grève de la faim d'une autre manière serait s'exposer à des erreurs fondamentales (quel que soit le degré de sympathie initiant cette approche).

La lutte des prisonniers ne peut en effet être isolée de l'ensemble du combat de la guérilla révolutionnaire, et donc de l'ensemble de la contradiction prolétariat/bourgeoisie qui, depuis la fin de la période des luttes anti-coloniales de libération nationale, se replace comme contradiction première au niveau mondial, sans jamais avoir quitté cette place dans notre pays.

Or la lutte des classes dans les centres impérialistes, et d'une manière particulièrement manifeste aujourd'hui en Belgique, se trouve dans une conjoncture de transition dont la résolution déterminera d'une manière fondamentale les décennies à venir.

La crise du capitalisme, comme à chaque fois qu'une crise de ce type se manifeste, a fortement aiguisé les contradictions de classe, et limité à ce point les marges de manoeuvre (tant du prolétariat que de la bourgeoisie) qu'aucun espace de négociation ne subsiste désormais. Et, dans cette situation explosive, sur tous les fronts, la bourgeoisie est à l'offensive.

1° Sur le front économique, le train des mesures d'austérité prévu par Martens ne laisse aucun espace neutre dans l'agression des conditions de vie des masses: surimposition des prépensionnés, des indemnités maladie, des invalides;

attaques contre l'assurance-maladie et suppression des lits d'hôpitaux; réduction des indemnités des chômeurs cohabitants (soit 75 % des chômeurs), de celles des licenciés du textile; baisse des pensions prenant cours en 1987, hausse de l'âge de la retraite des femmes, suppression des rattrapages d'index pour les pensionnés pauvres; fusion des régimes des accidents de travail et des maladies professionnelles; massacre de l'enseignement secondaire rénové et hausse du minerval (soit d'un côté enseignement professionnel pour les masses, et de l'autre université pour les riches...); licenciements, dérégulation sociale et privatisation aux SNCB, Postes, RTT,etc.

2° Sur le front du militarisme, prolongation de deux mois du service militaire; production d'armes chimiques par l'OTAN (et approuvée début mai par François-Xavier de Donnéa); 4ème essai nucléaire U.S. depuis le début de l'année et fin des essais du nouveau missile MX; lancement d'un programme de "défense contre les missiles tactiques" en Europe; augmentation des vecteurs de missiles (nouveaux sous-marins atomiques, B-52 porteurs de cruise, etc) au delà du seuil prévu par le traité SALT 2; etc.

3° Sur le front idéologique et culturel, apologie démesurée de la concurrence, de l'enrichissement individuel, de l'asocialité et de l'individualisme. Au panthéon bourgeois, Bernard Tapie côtoie Rambo! Dans les écoles primaires, des BD sont distribuées: "Boule et Bill fondent une entreprise". Gandois, le boucher de la sidérurgie, publie un best-seller. La diplomatie du porte-avion est glorifiée et on nous appelle à nous réjouir de la bonne marche de la Bourse et de la progression de 133,7 % du bénéfice net de la Société Générale, etc.

4° Sur le front politico-social, le parlement a clairement et sans hypocrisie révélé son inutilité à faire quoi que ce soit d'autre que laisser les mains libres à la bourgeoisie impérialiste et à l'exécutif; systématisation de l'emploi des pouvoirs spéciaux; systématisation du recours à l'armée pour briser les grèves (en 1983 pour les éboueurs liégeois, aujourd'hui pour les postiers bruxellois); enterrement définitif de la concertation sociale depuis l'accord "forcé" de 1981; hégémonie complète des centres de décision transnationaux de la bourgeoisie impérialiste (CEE, OTAN, etc); etc.

Cette offensive tous azimuts va crescendo, et les mesures d'exception contre lesquelles nous nous battons ici en sont un moment d'une part et une anticipation de l'autre.

Ces mesures d'exception sont en effet à la pointe des mesures de la réaction: elles révèlent le vrai visage du pouvoir bourgeois, de son état de droit et de ses lois démocratiques.

Nous avions déjà indiqué, il y a quelque temps, que ces mesures n'ont d'autre origine qu'une attaque consciente et délibérée contre la révolution, la ligne révolutionnaire et le discours révolutionnaire. Ce n'est bien sûr pas par perversion ou par simple esprit de vengeance que les militant(e)s des Cellules Communistes Combattantes sont ainsi dans le collimateur. C'est évidemment parce que, en tant que militant(e)s des Cellules Communistes Combattantes, nous nous sommes nous-mêmes placés à la pointe de la lutte des classes, ou, pour achever le parallélisme, comme anticipation immédiate du processus de lutte du prolétariat. Les mesures d'exception qui nous visent sont le produit de cela.

Ceci dit, il reste une importante mise au point à faire, car si nous parlons d'anticipation (pour notre combat et pour les mesures contre nous), c'est bien pour souligner le rapport étroit qui lie les mesures bourgeoises dirigées contre nous et celles dirigées contre les masses, ainsi que le rapport qui unit notre lutte en tant que prisonniers et les luttes des masses. Il ne peut s'agir d'extraire notre grève de la faim afin de l'analyser comme "un duel" Etat/prisonniers, car sous quelqu'angle que l'on envisage notre lutte, il est évident que l'ensemble des éléments qui déterminent la conjoncture actuelle détermine également notre lutte et la position de la bourgeoisie vis-à-vis de celle-ci. Le développement et l'exacerbation de la contradiction prolétariat/bourgeoisie révèlent de plus en plus cette identité: si la bourgeoisie fait fi, comme elle le fait dès qu'elle en a utilité, de ses justifications idéologiques (style "liberté d'expression") en mettant tout en oeuvre pour nous baillonner politiquement, ce processus de rupture progressive d'avec le consensus démocratique (sans que cela soit illégal, car ce n'est pas pour rien que les lois sont

.../...

faites par et pour la bourgeoisie!) est très largement entamé dans l'ensemble de la vie sociale (installation des missiles contre l'opinion de 79 % de la population, pouvoirs spéciaux, etc).

Il nous faut maintenant relativiser cela: nous ne sommes ni l'objet de torture, ni d'exécution sommaire, et, de même, les manifestations ne sont pas écrasées par l'armée. Ce n'est plus le consensus démocratique, ce n'est pas le fascisme, comment expliquer cela? Cela tient précisément dans le caractère transitoire de la situation dans laquelle se trouve la lutte des classes. En effet, la lutte menée par le prolétariat et par les masses populaires contre l'austérité, le militarisme et la réaction se déroule sous les formes d'oppositions classiques héritées des dernières décennies et totalement inadaptées à la crise et à l'aggravation des contradictions qui en résulte.

Ce handicap se manifeste pourtant de plus en plus clairement: il suffit de citer le chiffre des grèves d'entreprises, qui s'élevait à 316 en 1980, 252 en 81, 167 en 82, 131 en 83 pour tomber à 107 en 1984. L'usure incontestable de ces formes de luttes est un fait acquis. La véritable question qui se pose aujourd'hui est celle-ci: "Comment dépasser le poids des habitudes et des défaites passées dans une perspective offensive et conquérante?".

Car le grand danger pour les mouvements populaires et prolétariens réside dans l'abattement, la résignation et la soumission, sans qu'une transformation qualitative ne compense les défaites. Toute la lutte des Cellules Communistes Combattantes a été déterminée par ce problème et, nous allons le voir, notre grève de la faim n'échappe pas à cette déterminante.

Il s'agissait, en initiant un processus de guérilla révolutionnaire, de tourner clairement le dos au réformisme et de mettre en avant la nécéssité historique de la prise du pouvoir par le prolétariat, de la construction d'un état des travailleurs, pour les travailleurs; il s'agissait aussi de recomposer la pensée prolétarienne en replaçant le marxisme-léninisme comme guide théorique de celle-ci; il s'agissait enfin d'ébaucher les éléments pratiques nécéssaires à la reprise de l'offensive anti-capitaliste, c'est-à-dire de poser la question de l'organisation et de la violence révolutionnaire. Un document du 1er mai 1985 ("A propos de la lutte armée") définissait le premier axe des tâches des révolution-

naires: "Le premier, et celui qui est capital en cette période de renaissance du mouvement révolutionnaire international, est une tâche politique. C'est la lutte pour l'émergence et l'élargissement de la conscience de classe. La conscience de classe, cela veut dire une analyse collective des travailleurs sur leur situation dans le cadre du mode de production capitaliste, sur les contradictions des classes au sein de ce système, sur les perspectives historiques du devenir du prolétariat, sur les moyens politico-organisationnels à mettre en oeuvre pour renverser la bourgeoisie. (...) Une analyse matérialiste de la classe prolétarienne, de sa situation objective et de son devenir, dans une vision internationaliste, pose en effet un grand nombre de questions, auxquelles seul le marxisme-léninisme peut répondre".

Il est clair qu'en tant que prisonniers, notre contribution à la classe ne peut être autre: discussions, élaborations politiques, réflexions, analyses et bilans des expériences passées, analyses et critiques des expériences actuelles, telles sont les tâches de tout révolutionnaire prisonnier. C'est PRECISEMENT POUR CELA que nous menons notre lutte contre des mesures dirigées PRECISEMENT CONTRE CELA! Le réformisme au niveau carcéral nous est autant étranger que le réformisme syndical ou pacifiste; il ne s'agit pas pour nous d'obtenir des améliorations quant aux conditions mêmes de la détention, par rapport à l'hygiène déplorable de la prison par exemple, ou par rapport au poids des mesures de "sécurité" hallucinantes et hallucinées. Il s'agit pour nous de gagner les conditions pratiques minimales pour poursuivre, ainsi que nous nous étions engagés à le faire dès notre première déclaration, notre lutte pour servir le peuple.

Relier le particulier au général ne s'applique pas seulement à la grève de la faim, il faut que ce lien soit clairement établi vis-à-vis des initiatives de soutien à notre lutte et que nous voyons avec plaisir se développer. Poser la question du soutien à la grève de la faim hors du cadre de l'affrontement prolétariat/bourgeoisie tel qu'il se développe aujourd'hui débouche rapidement sur des impasses et ouvre la porte à de nombreuses erreurs et déviations réformistes et opportunistes.

Les Cellules Communistes Combattantes ont focalisé en quelques années un patrimoine politique, théorique et stratégique de grande valeur. Tant au sein de la guérilla révolutionnaire que dans les rapports entre les Cellules et de nombreux camarades qui les ont approchées, s'est déroulé un débat vaste et diversifié qui constitue une richesse véritable pour quiconque se pose la question de l'affranchissement du monde du travail à notre époque. Chacun d'entre nous individuellement, et plus encore tous collectivement, sommes en partie dépositaire de ce patrimoine; et le soutien à la grève de la faim, - au delà de la solidarité et de la révolte -, doit être compris à sa valeur réelle, soit restituer aux initiatives révolutionnaires une expérience politique utile et profitable.

Ainsi, de la même manière que notre lutte est partie du processus révolutionnaire, le soutien à cette lutte fait objectivement partie de ce processus.

Jusqu'ici, le ministère refuse de satisfaire nos revendications. Pour lui, deux éventualités se posent. Soit il cède et sait que les conditions de détention seront mises politiquement à profit par nous pour un progrès politique, pour faire bénéficier les camarades de ce progrès et préparer notre procès (c'est-à-dire le procès de la bourgeoisie). Soit il mise sur l'assassinat des prisonniers politiques luttant pour des revendications aussi élémentaires que celles de communiquer et réfléchir.

Que la bourgeoisie et ses instances méprisent ses normes démocratiques dès qu'elles en ont intérêt n'est certes pas un fait nouveau, et nous en avons déjà parlé; dans le cadre des grèves de la faim, des états voisins et démocratiques n'ont de leçons à recevoir de personne: les militants nationalistes et/ou révolutionnaires d'Espagne, d'Allemagne fédérale, d'Irlande ou de Turquie morts dans les prisons en témoignent.

La Belgique entrera-t-elle dans ce cercle sinistre? Il faut comprendre ce que cela signifie; cela équivaut à la prise de position suivante de la mafia Martens-Gol : "Les prisonniers seront tués pour qu'ils ne puissent écrire, pour qu'ils ne puissent préparer leur procès, pour que nous gardions le monopole de la propagande et de l'information à propos des Cellules Communistes Combattantes". Un refus signifie cela et rien d'autre.

Marx écrivait, dans "La guerre civile en France": "La civilisation et la justice de l'ordre bourgeois se montrent sous leur jour sinistre chaque fois que les esclaves de cet ordre se lèvent contre leurs maîtres. Alors, cette civilisation et cette justice se démasquent comme la sauvagerie sans masque et la vengeance sans loi". C'est précisément de cela qu'il s'agit ici: non seulement l'attitude du ministère démontre l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise, ce qui est déjà une confirmation supplémentaire de la justesse de l'analyse marxiste, mais, en plus, son refus dénonce la crainte qu'il a de cette analyse, de sa propagation par les militant(e)s emprisonné(e)s, ce qui est là une confirmation de la justesse de nos positions! Et cela ne peut que nous encourager à persévérer. LE COMBAT NE S'ARRETE JAMAIS!

VIVE LA LUTTE ARMEE POUR LE COMMUNISME!

EN AVANT VERS LA REVOLUTION PROLETARIENNE!

TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS!

QUE MILLE CELLULES NAISSENT!

Didier Chevolet et Pierre Carette

prisonniers à Saint-Gilles

106 Ave Ducpétiaux 1060 BRUXELLES

Pascale Vandegeerde et Bertrand Sassoye

prisonniers à Forest

52 Ave de la Jonction 1060 BRUXELLES

Communique of the four imprisoned communist militants (in Belgium)

(Translated from De Knipselkrant, 6/7/86)

On the 7th of May, 1986, the day before yesterday, just as they do every month since our arrest, several agents of the bourgeoisie came to the prison to gloat over the necessity of our incarceration. These paid agents from different parts of the state - judge, investigatory judge, prosecutor, as well as a few armed ones - call their plot "appearance before the court" and suggest take part in it to legitimize their intrigues, so that we might become their alibi for their base machinations.

We, revolutionaries, militants of the Cellules Communistes Combattantes (CCC) (Fighting Communist Cells), will not appear before this court. We have nothing to seek there, for we acknowledge not a single right of the bourgeoisie to judge us; on the contrary, even, it is we who condemn them as a parasite-class, whose very existence is a crime against humanity and whose rule is barbarism.

If there is anyone to whom we are accountable, it is solely to the working class, its fighting avant-garde and its organizations that work in the framework of the historic interests of the proletariat, and otherwise to nobody. Just as we refuse to work with the police investigation, we also refuse this month as all previous months, to work with the trial proceedings of a class court, whatever their object may be, and we thereby affirm our continuing engagement in revolutionary practice.

The bourgeoisie and their ideological thugs, the democratic-media, ever ready to swamp us with their reaganistic anti-communism, ever full of the heroic adventures of Polish popes, Afghan feudal landlords, or F-111 pilots who murder children, have been silent over our refusal to appear before the "criminal court". As meahingless as it is by itself, our refusal is dangerous, its statement is too clear, it cannot be distorted, exploited or manipulated. This refusal is that which exposes their "justice" as an instrument of class rule, and the posture of the bourgeoisie toward it shows the kind of anxieties the exploiters and their agents have of being accused, it shows their fear and vulnerability in the face of the revolutionary truth.

But now, the agents of the bourgeois-state who have met in Vorst's prison will not be able to keep their dirty plot secret.

IT IS IMPOSSIBLE TO SILENCE THE REVOLUTIONARY TRUTH.

From the depths of their "special custody division" in St. Gillis and Vorst, we, militants of the CCC, address the workers and comrades. We charge the bourgeoisie with its goals and plans to bury us alive. Such a fear do they have of our struggle; so strongly do they fear the revolutionary organization of the exploited, so very well do they know that our language is that of the liberation of the proletariat. But with the same decisiveness with which we have engaged inside the cells do we here confirm, unarmed, that we will not betray the goal of revolution, that we will fight to tear down the walls of isolation and silence, between which the cops wish to smother us.

TODAY, MAY 9, WE BEGIN A COLLECTIVE HUNGER STRIKE, and we accuse bourgeois democracy of their criminal plans against communist militants.

More and more workers already know that democracy is only the hypocritical and detestable mask of the dictatorship of capital, the democracy of the exploitation of labor and of social misery, the democracy of the sqeezing dry of the Third World, the democracy of imperialist war, and against us now: the democracy of preventative counter-revolution.

Since the appearance of the CCC as political avant-garde in the front of class struggle, the bourgeoisie and the 'left' petty-bourgeoisie have unleashed their hate and fear toward our struggle and its end goal: THE COMMUNIST REVOLUTION.

Much more than our weak guerrilla actions, they fear above all the

mobilizing power of this practice and the penetration of our political leadership: that of Marxism-Leninism in the world of the workers.

The arrest of several comrades does not suffice to quell the anxieties of VBO, Martens VI, NATO, the SP or PvdA, for their collective fear is precisely that they know very well that the revolutioon= ary line of the Cells is rooted in the history of this country, that this line gives answers to the historical questions of class, and that it heralds tne harvest of tomorrow!

That is the reason why democracy - that is, the complicity between capitalists who exploit the working world and petty-bourgoisie, who through their reformist framework ("social peace", "reconciliation") keep quiet - is not satisfied to lock us away in the deepest of their prisons; they demand of us that we should destroy what we have built, that we should betray our communist identity, consciousness and duties, our loyalty to the affairs of the people. The struggle of the CCC carries hope inside it, and the cops do their best to force us to work towards its sterilization; the police came to us to barter the promise of "deals" for our abjuration of the struggle of the Cells and Marxism-Leninism and our willingness to dirty it. These repugnant proposals show exactly the essence of bourgeois morality, which thinks that everything can be bought and that the entire world is a mirror image of their wretchedness! And because we responded them with contempt to their police machinations, "democracy" now takes off its mask: we are to disappear in a condition of total isolation.

BECAUSE WE FURTHER AFFIRM OUR TRUST IN THE WORKING CLASS AND ITS HISTORICAL FUTURE, WE ARE TO BE SILENCED.

BECAUSE WE WILL NOT LET OUR POLITICAL ORGANIZATIONAL TASKS FOR THE REVOLUTIONARY ORGANIZATION OF THE EXPOLITED - "LET A THOUSAND CELLS EMERGE" - FALL, WE ARE TO BE ISOLATED.

BECAUSE WE REFUSE TO ABJURE THE DIGNITY AND FREEDOM WHICH WE HAVE DISCOVERED AND CONQUERED IN OUR REVOLUTIONARY PRACTICE, WE ARE TO BE DESTROYED.

That is our day by day reality here in the jails of the imperialist bourgeoisie. We may do nothing, say nothing, know nothing, sealed off from the world, we must vegetate in our cages of a few square meters.

Because of these conditions, the cops dream, thinking the spectacular trial as a triumph for thier rotting system, of being able to put four broken militants on show.

But they won't be successful; all together, we will push back these dirty plans. Our trials will be trials for the crimes of imperialism, here and elsewhere in the world, and that despite all attempts to manipulate, in spite of the slanders that are spread by the bourgoisie about revolutionary struggle. It is not because we are dangerous in the military sense, or because we might escape, that the class justice forces such incarceration conditions on us. No. It is because the correctness of our political line directly threatens bourgeois hegemony, and because they are using us to try to exterminate the revolutionary possibilities with all means.

Today, as yesterday, communist fighters are being locked up and murdered by the bourgeoisie and their henchmen; yesterday, like today, they send their armies against proletarian strikes and uprisings... and at the end, they will bring the war, which they have already been waging against the peoples of the world for a half century, right here.

Thus do the words get back their true meaning. Marx said that the bourgeoisie must turn the world on its head to justify its crimes; in the capitalist system, the worker who must sell his labor to survive is called an 'employee' (lit. "work-taker")! and the capitalist, who

lives off this exploitation like a parasite, is called an "employer" (lit: "work-giver")! In the capitalist system, proletarian hope and practice against a small clique of industrialists and bankers is called "terrorism against democracy"! On our arrest warrant, the feds state that we "present a danger for public security" ... for tthe workers? for the million unemployed? for a billion malnourished? for those who, standing in the shadow of the generals and the other banks we attacked, have only the homeless shelters and public charity to keep them from dying like dogs? for the masses in Azania, being stepped on to death by world imperialism? for the Limburg miners or the steelworkers in Charleroi? for the immigrants and their daily lot of abuse and contempt? for those who suffocate amid their own doubts and slowly commit suicide through alcohol, sedatives or heroin? for all those and for all the others who are exploited and destoyed in the name of profit?

No, for all of them, revolutionary struggle can be nothing else than the hope for a new world. Not for them do we present a danger, but for Martens VI, NATO and the banks. The role of class justice is to protect the prattle of the bourgeoisie that turns the world on its head, in which they confuse in our minds the common well-being with the treasures of generals, the interests of the world of workers with their very exploitation for the profit-making of capital!

That is the revolutionary truth the Fighting Communist Cells fight for! It is this word - which sounds so strong and clear when it is based on practice - that the bourgeoisie wants to lock up with us in the prisons. But we will not be silent. NEVER!

We demand the right to be able to correspond with each other and with the outside world; to freely receive all books, documents, newspapers, etc. which are necessary for our political activity; the return of our radios and access to television information; to be able to have visits from non-relatives; to have eight hours daily with the four political prisoners together to work; the return of our civilian clothes and to be able to wear them.

Those are the minimum conditions that are necessary for our political activity, which we certainly will not renounce. But to get these, we are not going to struggle through an appeal to some kind of hypo critical convention. Every day that passes shows ever more clearly the artificiality of the "rights of people", "democratic rights" and other "freedoms of speech", that can better be described as: right of capital, the rights to exploit, and the freedom to grumble without threatening the bourgeois order! We will fight with our sole legitimate basis being the liberation movement of the working world, our sole right being the right to class war!

The struggle never ends.
AGAINST CAPITALISM AND ITS CRISIS, THE CIVIL WAR!
FORWARD WITH THE BUILDING OF THE FIGHTING ORGANIZATION OF THE PROLETARIAT!
LET US ORGANIZE AND STRIKE UNCEASINGLY!
FORWARD TO THE COMMUNIST REVOLUTION!
ALL POWER TO THE WORKERS!

P. Vandegeerde and B. Sassoye
Gevangenis van Vorst
52, Verbindungslaan
1060 Brussel

D. Chevolet and P. Carette
Gevangenis van St. Gillis
106, Ducpétiauxlaan
1060 Brussel

INTERVIEW WITH 4 MILITANTS OF THE C.C.C. - APRIL 1987

WHAT IS YOUR SYSTEM OF DETENTION AT THE PRESENT TIME/

A destructive system: complete isolation, a prison within a prison. Last year, because of the hungerstrike and the mobilization that occurred around it, we gained certain improvements necessary for political tasks/work (information, lectures, correspondance). But after some time, the situation is once again degrading considerably. But those that wish to discuss with us can still write directly to us.

ARE YOU SATISFIED WITH THE WAY IN WHICH THE INVESTIGATION REGARDING THE RIGHTS OF THE DEFENCE IS ~~POSSIBLE~~? PROGRESSING

It is impossible for us to answer a question of this nature for two reasons:

First,since justice (the judicial machine and the Right) is a product of the current social system, it adopts the nature of the class system. This justice, it is the interests of the bourgeoisie instituted as law. In this situation we don't grant these laws any legitimacy, and our only relation to them is through confrontation, through the continuation of the class struggle; our goal is the liberation of, not the opression of, working people.

Second, and as a consequence, because we don't have to "defend" ourselves from justice such as this, we stand firm in our belief that the bourgeoisie has no right to accuse us. Revolutionary action is impossible! When the hearing comes it will be the bourgeoisie who will have to answer for their crimes, capitalism will have to answer for its invalidity, and imperialism will have to answer for its barbarity.

DID YOU OR DID YOU NOT PLANT BOMBS?

We are militants of a revolutionary communist organization who, within the framework of armed struggle, carried out explosive attacks against political, economic, and military centers of bourgeois power. We individually and collectively, claim and assume the whole of the work of our organization.

HAVE YOU COMMITTED ANY ACT(S) OF TERRORISM?

The CCC has never committed the least act of terrorism! Terrorism consists of paralysing the enemy through fear and this has nothing to do with communist propaganda. The political line and practice of the CCC contains the elements of theory, politics, and strategy necessary to anti-austerity and anti-war struggles if they are to overcome their current ineffectiveness. We are the furthest thing from terrorism.

Now, it is possible to see the struggle to liberate ourselves from shackles and to embark on the road to Revolution as fruitless because of the collaboration of class and legalism, to be frightened of the bourgeoisie...but our goal is not to frighten the bourgeoisie; our goal is to uproot its power, to remove all possibilities to exploit the proletariat, and to put a definite end to its filthy dealings.

WHAT OBJECTIVES ARE YOU PURSUING?

In the end, the building up of a communist society, that is to say, a society where exploitation of man by man is banished, a society where production is put to the service of humanity and not the opposite, a society without class and without the state, a society where everybody contributes according to his or her means and where everyone receives according to his or her needs.

The only alternative to capitalism rests on embarking on the path to this society, that is to say, working towards the communist revolution. The latter,with its logic of profit reveals itself to be incapable of managing the productive forces and riches stemming from social work, in its dying logic the material possibility from now on open assures all habitants of the planet a decent life and better everyday, and is interpreted as crisis, welfare, exploitation, war, famine, etc.

For working people the choice is clear: either continue to be subjected to the convulsions of this system in agony, or work towards its overtaking through socialism. Between submission and the revolution, theres nothing left...

Therefore it's in a revolutionary perspective that the Cells found their politics. It consists (in brief) to contribute to the measure of their means to the emergence and the the development of necessary elements for the success of the revolutionary process.

WHAT ARE THESE ELEMENTS?

Above all else, a "rearming" theory, politic, and ideology of the proletariat. We must break off with the collaborationist and/or defeatist logics in order to develop a reliable general strategy, an audacious and precise political line, lucid and courageous analysis, adaptable and offensive tactics, etc. This "rearming" will bring a return to Marxist/Leninist principles.

Afterwards, at a practical level, the main objective is the foundation in the struggle of the communist combattant party.

DO YOU HAVE THE IMPRESSION THAT THE INQUEST IS BEING DRAGGED ON, WHETHER IT BE BEFORE THE ARRESTS OR AFTERWARDS?

Not at all.

IN JUDICIAL CIRCLES IT IS SAID THAT YOU WERE LINKED WITH OTHER BRANCHES OF "INTERNATIONAL TERRORISM" (A.D. , R.A.F.)...IS THIS TRUE?

The CCC has numerous contacts with groups, organiations, as well as with militants and lone workers. As soon as political convergance (even weak) appears in the struggle, every effort is made to establlsh contact. This contact consists, above all, of confronting the political lines and options, exchanging critiques and discussions, and clearing up possible incomprehensions, etc.

Take the example of Action Directe. Considering the evolution of its discourse, we estimated in 1983 that a posibility of political encounter existed. The debate proved to us that this was not the case, and that too large a gap seperated our Marxist-leninist line and the anarchist line of A.D. The contacts were then suspended.

WHAT WAS THE NATURE OF THESE LINKS?

That varied according to the degree of political unity estimated during the discussions and demonstrated in practice. Once unity appeared sufficient (or brought adequate progress) practical cooperation could be contemplated.

WAS IT A QUESTION OF AN EXCHANGE OF INFORMATION OR OF MATERIALS?

Yes, but unity can be carried much further. Let's recall most notably the attack against the NATO network of pipelines in December 1985, during our "Pierre Akkerman" campaign: this attack was undertaken simultaneously in Belgium by the Cells, and in France by a group of international militant communists (it's no longer a question of A.D.)

There are other points to make.

It is political unity which, above all, will determine practical unity, never the opposite.

Communists are devoted to the "count on your own strength" principle, and in that sense, we can't allow the struggle to depend on outside contributions.

WERE YOU TIED TO OTHER ORGANIZATIONS (PLO, IRA)?

You mention the PLO and the IRA. Why would we be tied to these organizations? We are communists, we only have links with comrades in other countries and with workers of our country. We have discussions with comrades engaged in the proletarian strugle even if they don't think that armed struggle should be undertaken today! We tell them they why we think otherwise, and why we think this struggle is necessary, and we try to make progress together.

But why would we link up with people or organizations that don't have the same goals or principles as us, organizations which do not fight for the proletarian revolution (or who are sometimes directed by bourgeois factions)? Because they are engaed in armed struggle? That would be absurd!

Unity is founded on common goals and principles, and not on this or that form of struggle. There is no more a coaliton or union of bomb throwers (of "international terrorists") than there is a union of pamphlet distributors, or a union of those who post flyers.

The confusion between political line and type of struggle is not innocent. Rather it is often provoked and upheld by the bourgeoisie; this allows them to depoliticise and defame armed struggle for communism and to associate armed struggle with matters which are foreign to it.

CERTAIN JOURNALISTS HAVE EVOKED POSSIBLE LINKS WITH OTHER "TERRORISTS" CALLED "KILLERS OF BRABANT WALLON". ARE THERE ANY CONTACTS?

Here is an example of what we have just talked about. After having stuck the CCC with the generic label of "terrists", the most ignoble and absurd combinations are made. Since the gangsterism of killers is a product of the bourgeois ideology and practice (massacre and pile up the populace), and since it constitutes the opposice of our pracice, they try to defame our struggle by associating us with it.

A LITTLE AFTER YOU ARRESTS, A DAILY NEWSPAPER RECEIVED A LETTER SAYING THAT "THE STRUGGLE CONTINUES". IS THE STRUGGLE CONTINUING?

Of course. The CCC were products of the economic and social conditions of Belgium in the 1980's and these conditions don't change because of some arrests: when a hundred men are hungry, it's not by putting the first one who complains in prison that the other ninety-nine are satisfied! The interests of the proletariat are objective, and necessitate the reclamation of the offensive, the liberation of legalism, reformism, parliamentarianism, etc., and the organization of an open revolutionary process for the seizure of power. As long as the same problem remains, the same solutions will impose themselves. This said, the letter of whcih you speak, did not come from our organization.

DO YOU ACCEPT THE THEORY OF THE RED BRIGADES: THE STATE MUST BE DESTABILIZED THROUGH TERRORIST ACTIONS TO CREATE THE CONDITONS OF A STRONG POWER WHICH WILL, BY ITSELF, GIVE RISE TO THE "PROLETARIAN REVOLUTION" ?

This theory, fanciful as it is, comes from the police services. NEVER have the red Brigades envisioned such a theory and all those who have read or studied BR texts know this.

Once a revolutionary organization follow a lines so clear, so just, and so adapted to the needs and wishes of the masses that it is useless for the boureoisie to try an open attack, the bourgeoisie must then invent out of all the pieces another line, and trumpet to all who want to listen that it's the "real" line of the revolutionary organization. It's a process as old as it is pathetic.

This said, it is true that the revolutionary offensive does provoke inflexibility and harshness on the part of the bourgeoisie. This is normal, the bourgeoisie is attacked, the bourgeoisie defends itself. We know that the bourgeoisie organizes its domination democratically when the populace cowers, but when the populace decides to lift its head and take its future in its hand, the rose-colored candy of social peace gives way to the khaki of blatant domination. We have already experienced this in our country.

The only real question which the proletatiat faces is to be stronger than the bourgeoisie and to finally and definately shatter its reins.

Of course, the proper understanding of your question is made difficult by the clique of moaners who run inbetween the legs of the working class advocating submission and whining, in advance, the loss of their privileges; the priviliges the bourgeoisie gives to its servants. But this mob has less and less credibility with he workers.

One last thing, this "theory" is also absurd since it presumes that something else (a "strong Power") would be needed for a mass revolutionary process to emerge. That is rediculous: as if capitalist exploitation aggravated even by crisis and contention does not amply suffice to impose such a process!

THE ACTIONS OF THE CCC WERE GENERALLY MORE CAUTIOUS, LESS FLAGRANT THAN THOSE OF OTHER MOVEMENTS OF THE SAME TYPE. WAS THIS THE FRUIT OF AN ANALYSIS OF THE RESULTS OBTAINED BY THESE MOVEMENTS? IF YES, WHICH ONES? IF NOT, WHAT IS A GOOD EXPLANATION?

First off, these actions were not flagrant at all. Each was aimed at an precise cog in the bourgeois machinery of exploitation and domination.

As for the fact that everything has been organized and planned so that the masses are not endangered by revolutionary actions; its simply the most basic communist moral: serve the people!

It is evident that we carefully study the experiences of armed struggle for communism elsewhere in Europe: and we mainly focus our attention on two struggles, which like our own, rigorously follow Marxist-Leninist principles; the Red Brigades in Italy, anD the PCE(r) and GRAPO in Spain. The analyses and experiences of these struggles have played a major role in the building of our political line; at for us they are a major reference point, as rich in lessons as the Paris Commune, the Revolution of October 17, the Komintern, or the cultural proletarian revolution in China, for example. Thats why we never stop advising our comrades; all those for whom the proletarian revolution is not just a hollow word, to read texts of these organizations.

To return to your initial question, we will add that these organizations have a vigilance at least the equal of ours, to ensure that the masses are not endangered during guerilla operations.

HAS THE ACTION OF THE SOLS A BRUXELLES ROAD MARKED A TURNING POINT IN YOUR CONNECTION WITH PUBLIC OPINION?

Yes and No. The attack against the seat of the Belgian employers on May 1st was well received. How could it have been otherwise? For the first timein a long time the 1st of May regained all of its meaning. But there was also the death of two firemen and the bourgeois manoeuvre to transfer onto the CCC the ovrwhelming responsibility of the police in this matter. This morbid manoeuvre (noteworthy of its author) had as its goal to cynically exploit the legitimate indigation of the mases, and to transform it into a rejection of revolutionary politics. Following this manoevure, those who know the direction of our struggle, those who know the extreme vigilance of the Cells to the safety of the masses, or more simply, all those who have more faith in revolutionaries than in bourgeois propaganda: all these made a blockade around the CCC to counter this repugnent manoeuvre. However it is true that other workers, more vulnerable to the propaganda of the "makers of public opinion" of the bourgeoisie were troubled by this manoeure.

DID YOU GET THE IMPRESSION, AT THE BEGINNING OF YOUR ACTIONS - I THINK NOTABLY OF THE ACTION AGAINST THE NATO PIPELINES - THAT THERE WAS A WAVE OF SYMPATHY IN PUBLIC OPINION?

For sure: alot of people found this funny! The downcast expression of the ministers, the empty-handed police, the ridicule of operation mammoth,etc. ... it was very amusing. But this is of very little interest. As time went on, those who only saw an exciting remake of the David and Goliath became bored. However, those who were directly effected by, or concerned with, the struggle against austerity and militarism began thinking about the credibility, the rationality, the seriousness, and the potential for victory.

YOU CLAIM TO BE COMMUNIST, COMMUNISTS SAY YOU ARE MIXED-UP. HOW DO YOU RESPOND.

Very simply. Look at who is communist in etiquette, and who is communist in combat! In other words, look at who betrays Marxism-Leninism and at who applies it: look at who sells out the workers for a minor parliamentary role and who struggles for the conquest of power for the workers; look at who collaborates in the domination of the bourgeoisie and supports this noxious democracy, and who fights for the disappearance of this parasitic class; or, finally,look at who pokes a hole in the soft nest of the capitalist regime and who struggles for communism, no matter what the consequences might be for the combattants.

This is the most serious way of looking at it, and we are composed regarding the the verdict of the workers once they have had their examination!

1. DANS QUEL PROCES AVEZ-VOUS ETE ACCUSES?

Nous sommes quatre militants et militante des Cellules Communistes Combattantes (pour la construction de l'Organisation Combattante des Prolétaires); nous avons été arrêtés en décembre '85 et condamnés en octobre '88. L'objet du procès fut la lutte de notre organisation qui, guidée par les principes fondamentaux du Marxisme-Léninisme, oeuvre concrètement au développement et à l'organisation du combat communiste par une activité politique et pratique d'avant-garde.

Plus précisément, le procès visa l'activité des Cellules entre 1983 et 1985. La "Première campagne anti-impérialiste d'octobre" (2 octobre '84 - 15 janvier '85), campagne de propagande armée dénonçant le bellicisme impérialiste, par laquelle les Cellules Communistes Combattantes sont apparues publiquement en tant que force constituée. L'attaque de la F.E.B., le quartier général du patronat belge, le 1er mai '85. La "Campagne Pierre Akkerman*, combattre le militarisme bourgeois et le pacifisme petit-bourgeois" (19 octobre - 6 décembre '85), qui fut clôturée par une action commune avec un groupe de communistes internationalistes en France. La "Campagne Karl Marx", posant la question de la lutte anti-austérité et celle de la nécessité de l'organisation prolétarienne; (cette campagne, ouverte le 8 octobre '85 et freinée suite aux coups de la répression à l'hiver 85/86, n'est pas annoncée close par notre organisation).

Le procès s'est déroulé à Bruxelles, en septembre et octobre 1988. Il a été l'occasion d'une vaste bataille politique — dépassant largement les murs de la salle d'audience — au terme de laquelle l'appareil judiciaire (et surtout, à travers lui, le régime) perdit beaucoup de son crédit, tandis que notre position (et, à travers elle, le projet révolutionnaire) en sortait renforcée. Comme prévu, nous avons été condamnés à des peines extrêmes: les travaux forcés à perpétuité.

---

* Pierre Akkerman, à la mémoire de qui est dédiée la campagne, est un militant communiste belge, volontaire dans les Brigades Internationales (commissaire politique du bataillon André Marty de la XIIème Brigade), mort au combat le 1er janvier 1937 au nord de Madrid.

2. QUELLES SONT VOS CONDITIONS DE DETENTION?

Au cours des trois années écoulées, nos conditions de détention ont connu diverses étapes. Pendant le premier semestre, nous avons été soumis à l'isolement carcéral renforcé (pas de

courrier, pas de radio, aucun contact hormis avec les avocats et la famille proche, etc.). En mai '86, contre cela, nous avons ouvert une première grève de la faim collective, et fin juin nous obtenions un désencerclement minimum. Mais, dans les faits, celui-ci sera aussi fragile que fugace: les acquits de la grève seront supprimés petit à petit et les uns après les autres, de même que les engagements pris ne seront jamais tenus. Autrement dit, l'isolement nous fut imposé jusqu'à l'automne '88.

En septembre de cette année-là, nous avons repris la lutte pour une transformation conséquente de notre situation, et le 27 octobre les autorités s'engageaient enfin à satisfaire la plupart de nos revendications. Depuis cette date, nos conditions de détention se sont rapprochées de celles des prisonniers sociaux, si ce n'est que nos moindres faits et gestes sont soumis à une surveillance spéciale, notre courrier à un contrôle exceptionnel, etc. Mais, outre cela, nous avons surtout conquis des conditions minimales nécessaires à notre travail militant: la correspondance entre nous quatre, la visite régulière de camarades, la possibilité de recevoir tout document politique, etc. Toutefois, il ne se passe pas un mois sans que survienne une attaque contre nos acquits. La lutte ici est, et sera permanente.

3. COMMENT ANALYSEZ-VOUS L'ISOLEMENT PAR RAPPORT A VOTRE CONDITION DE PRISONNIER(E)S POLITIQUES?

Pour une juste compréhension des mesures d'isolement appliquées de plus en plus systématiquement aux révolutionnaires prisonniers dans les états occidentaux, l'exemple donné par l'Etat et la bourgeoisie belge est révélateur.

Il faut avant tout savoir que la politique des Cellules Communistes Combattantes est la seule politique révolutionnaire apparue dans le pays depuis de très nombreuses années. Il faut ensuite constater que le régime carcéral d'isolement que nous avons dû subir est d'une intensité de loin inconnue dans ce pays qui se targue d'une grande tradition démocratique (et qui, d'ailleurs, jouit d'une telle réputation au niveau international). Et il faut surtout remarquer comment ce régime d'isolement fut appliqué dès nos arrestations, instantanément et complètement, sans la moindre hésitation ni le plus léger grincement d'aucune part.

Ces données démontrent combien le régime carcéral d'isolement est de nature principalement politique. Incapable — et pour cause! — d'affronter au grand jour les révolutionnaires sur le terrain politique, la bourgeoisie impose aux combattants communistes prisonniers des conditions d'étouffement, de paralysie, et finalement de destruction politique. L'isolement des militants

révolutionnaires est la dernière réponse — avant le crime — de la bourgeoisie acculée politiquement à la défaite.

4. CONSIDEREZ-VOUS QUE LA GREVE DE LA FAIM SOIT POSITIVE COMME ARME POLITIQUE?

Nous avons mené deux longues et dures grèves de la faim, en 1986 et 88; cela veut au moins dire que nous comptons cette "arme" parmi celles à la disposition des militants prisonniers. Mais, plus précisément, nous pensons aussi que la grève de la faim, par toutes ses caractéristiques et ses conséquences, ne peut être engagée que face à des situations extrêmes, c'est-à-dire au regard d'une faiblesse grave et persistante des forces combattantes et en réponse à une agression insupportable dans les prisons (étant entendu que la possibilité de poursuivre un travail politique est vitale). Par-là, nous disons aussi que nous fixons essentiellement à la lutte par la grève de la faim une qualité plus revendicative immédiate, — quasiment "syndicale" —, que politique. L'aspect politique du problème (qui peut légitimement être exploité pour l'agitation) est une conclusion extérieure quant à une situation qui nécessite la grève de la faim comme moyen ultime et inévitable pour repousser l'insupportable dans la prison.

Une arme politique doit être porteuse en elle-même d'une projection du but qu'elle poursuit; ainsi se pose la véritable question: une arme pour quel objectif politique? Les communistes entendent mobiliser et organiser la classe prolétarienne pour le renversement du système capitaliste et la construction du Socialisme, perspective globale et offensive s'il en est; alors, comment une grève de la faim de prisonniers, traduisant une question très partielle et une démarche très défensive pourrait-elle être exemplaire dans ce cadre? Quel objectif politique pourrait-on viser avec pareille arme, qui justifierait qu'on l'emploie pour le réaliser? Une mobilisation pour la défense des prisonniers? Mais, ce qui nous intéresse réellement en tant que communistes (et pour lequel nous sommes d'ailleurs en prison!), c'est une mobilisation offensive pour la révolution prolétarienne et non une mobilisation défensive contre l'une ou l'autre réaction inévitable que cette lutte suscite de la part de l'ennemi de classe!

5. QUE PENSEZ-VOUS DE LA "REINSERTION" OU DE LA "DISSOCIATION"?

Nous en pensons beaucoup de mal. Mais ce n'est pas un problème nouveau et nous laisserons les camarades qui ont été confrontés au phénomène faire part de leurs réflexions à son propos. Pour notre part, nous citerons simplement un passage de Lénine à ce sujet:

> "La désertion de la clandestinité a pu être pour certains le résultat de la fatigue et d'un épuisement moral. Ceux-là, nous ne pouvons que les plaindre; nous devons leur porter secours pour autant que leur épuisement disparaisse et que, de nouveau, ils se sentent entraînés loin de la platitude petite-bourgeoise, des libéraux et de la politique ouvrière libérale, vers la clandestinité ouvrière. Mais quand les fatigués et les épuisés se hissent à la tribune du journalisme et proclament que leur fuite n'est pas une manifestation de fatigue, de faiblesse, de veulerie intellectuelle, mais un comportement tout à leur honneur, et quand en plus, ils rejettent la faute sur la clandestinité 'incapable', ou 'bonne à rien', ou 'sclérosée', etc., ces fuyards deviennent alors des renégats et des traitres répugnants. Ces fuyards deviennent alors les pires conseillers, et dans cette mesure, des ennemis dangereux du mouvement ouvrier". (in "Comment V. Zassoulitch anéantit le courant liquidateur").

6. COMMENT ANALYSEZ-VOUS LA CONJONCTURE ACTUELLE ET SA REPERCUSSION SUR VOTRE MOUVEMENT?

Voyons pour commencer la première partie de votre question dans sa globalité. Tout semble indiquer que nous nous dirigeons, à plus ou moins brève échéance, vers une période particulièrement importante, une période de crise ouverte, de bouleversement, qui constituera sans nul doute un "rendez-vous" historique crucial pour le mouvement révolutionnaire en Europe de l'Ouest.

Avant tout, il y a la prochaine consécration du "grand marché" de 1992 qui engendrera, à n'en pas douter, un véritable cataclysme pour les prolétaires d'Europe les moins mal lotis actuellement (principalement, le prolétariat de pays "prospères" comme la R.F.A., les Pays-Bas... qui ont été jusqu'à présent relativement protégés des pires effets de la crise). La mise en concurrence sauvage de tous les capitalistes européens ne pourra en effet que déboucher sur un nivellement par le bas des salaires et de la protection sociale dans la CEE (puisque l'offre excède la demande, sur le marché du travail, en cette époque de crise générale du capitalisme).

Ensuite, cette consécration du renforcement des monopoles s'inscrit de pair avec l'accumulation des facteurs de crise économique (l'endettement du Tiers monde, le contre-coup du krach,

etc., etc.) dont les manifestations ne pourront plus très longtemps être reportées ni les effets contenus. La "relance" actuelle est en effet entièrement artificielle et boiteuse, avant tout génératrice de nouveaux et profonds facteurs de déséquilibre: ainsi, par exemple, l'actuelle "relance" économique est notamment permise par la forte consommation des/aux U.S.A. — 83,8% du PNB l'année passée —, mais cette consommation est financée par un endettement colossal — 2500 milliards de dollars rien que pour la dette fédérale publique! — sans cesse creusée par les déficits successifs et croissants de la balance commerciale US — 155 milliards de dollars en 88 —.

Ces deux manifestations contemporaines du développement capitaliste, l'attaque frontale de la bourgeoisie européenne contre les salaires et les acquits sociaux à la faveur du "grand marché" et la réactivation/approfondissement de la crise économique, avec ce qu'elles entraînent en terme global de paupérisation et de désordre, annoncent une relance inévitable de la lutte des classes en Europe. A cela s'ajoute bien évidemment la persistance des contradictions inter-impérialistes — base de la tendance à la guerre.

Donc, on peut facilement dire que, dans les grandes lignes, c'est une conjoncture potentiellement fertile qui s'annonce pour le mouvement révolutionnaire. Mais encore faut-il justement que ce mouvement révolutionnaire sache se hisser à la hauteur des tâches qui l'attendent, à savoir proposer au prolétariat un projet de lutte global et fiable (un projet directement susceptible d'emporter l'adhésion de l'avant-garde de la classe) et développer au sein même du prolétariat les forces et structurations nécessaires à l'affrontement contre la bourgeoisie.

Un travail à plusieurs niveaux doit être accompli. Un travail d'analyse, de réflexion et d'élaboration qui doit déboucher sur la formulation d'un programme et d'une stratégie clairs, complets et adaptés. Un travail de propagande et d'agitation qui doit permettre de populariser les thèses révolutionnaires dans les plus larges couches du prolétariat et, naturellement, dans ses secteurs centraux. Et un travail organisationnel qui doit, selon les situations particulières, construire, élargir, reconstruire ou améliorer les forces communistes révolutionnaires. Bref, un travail polymorphe — mais dans l'essence fondamentalement politique — allant de l'étude et du débat d'idées à la pratique de propagande armée; un travail audacieux qui doit faire du projet révolutionnaire une alternative crédible, une alternative palpable pour des couches de plus en plus larges de la classe.

En ce qui concerne plus particulièrement la situation en Belgique, nous sommes tentés de dire que rien de conséquent ne s'est transformé depuis quelques années qui justifierait une révision des principes fondateurs des Cellules Communistes Combattantes, tels qu'ils ont été présentés et traduits en pratique en 84 et 85. Certes, le cirque parlementaire continue le spectacle et quelques réformes institutionnelles offrent aux partis de pou-

voir l'occasion de magouiller plus à l'aise dans leurs fiefs régionaux respectifs. Certes, les organisations syndicales tempèrent habilement le mécontentement social, et les pacifistes dévoient avec toujours autant de perfidie le mouvement anti-guerre. Certes, les révisionnistes et les opportunistes s'acharnent à étouffer tout progrès révolutionnaire. Mais, face à cela, dans le plus grand désordre, la plus totale spontanéité, et sans la moindre direction politique offensive, de multiples grèves, manifestations, protestations, etc., surgissent sans discontinuer à l'initiative de la base, exprimant à travers tout le pays une potentialité combative persistante et irréductible du prolétariat.

Ce qui caractérise donc la situation dans notre pays (comme dans d'autres pays capitalistes développés, d'ailleurs), c'est le décalage entre, d'une part, la multiplicité et la gravité des conflits entre prolétaires et bourgeois, — multiplicité et gravité découlant des conditions objectives de crise générale du mode de production capitaliste —, et, d'autre part, l'inexistence d'une force politique susceptible d'organiser et de guider le prolétariat pour lui assurer la victoire dans la lutte des classes.
En résumé, l'extrême faiblesse du prolétariat en Belgique procède simultanément de deux grands traits: la dispersion dans laquelle il affronte la bourgeoisie impérialiste et l'incapacité des luttes partielles à formuler des perspectives conquérantes à long terme.

Les Cellules Communistes Combattantes sont tant le produit de cette extrême faiblesse du mouvement de classe que surtout le produit de la nécessité de dépasser cette faiblesse; elles seules ont tracé la voie qui, partant de la pénible situation actuelle, permet d'atteindre des étapes supérieures dans le développement de la lutte communiste. Et si l'extrême faiblesse de notre organisation témoigne en général de l'atomisation et du désarroi de l'ensemble des forces prolétariennes, il faut bien comprendre que cette situation a des racines profondes (elle est l'aboutissement d'un processus historique qu'il serait trop long de présenter ici) et qu'elle déterminera encore pendant quelque temps la configuration du mouvement révolutionnaire.

Cela signifie qu'il ne faut pas espérer, ici, voir se constituer à brève échéance une force organisationnelle étendant ses ramifications à travers tous les secteurs prolétariens (ou, du moins, les principaux), pouvant prétendre à la polarisation de l'ensemble du mouvement de classe. Pas plus que les Cellules Communistes Combattantes (qui, dans leur expression, ont toujours été très précises à ce sujet), personne ne peut prétendre aujourd'hui à la centralisation structurelle du mouvement: les conditions objectives pour ce faire ne sont tout simplement pas réunies. Et c'est donc alors à l'émergence de ces conditions que doivent prioritairement travailler les communistes et les prolétaires d'avant-garde dans le pays.

Pratiquement, cela implique la constitution d'une réelle trame d'initiatives révolutionnaires, la structuration responsa-

ble de multiples petites unités le plus généralement — hélas! — isolées les unes des autres. C'est tout le principe stratégique du mot d'ordre "Que mille Cellules naissent!": puisqu'actuellement l'établissement d'une force organisationnelle révolutionnaire à même d'exercer une action centripède est hors de portée, il est du devoir de chaque camarade d'oeuvrer concrètement à l'impulsion d'initiatives révolutionnaires, quels qu'en soient les limites et le degré d'isolement initiaux. Ce n'est que sur base de cette trame, qui ne pourra évoluer qu'en maillage, que la décomposition et de désarmement actuels pourront être dépassés, que les étapes supérieures du processus de lutte révolutionnaire pourront être atteints.

Toutefois, que l'on nous comprenne bien: cette conception stratégique qui reconnaît la nécessité incontournable d'une multiplicité et d'une "décentralisation" des initiatives et structures révolutionnaires en cette étape d'émergence n'est permise que dans le cadre de l'objectif central de la construction d'une organisation unique, centralisée, combattante, synthétisant les aspirations de l'ensemble de la classe dans une perspective historique, et en regroupant tous les éléments d'avant-garde. Car la pire des erreurs serait bien sûr de s'installer dans l'éparpillement: au plus tôt nous en aurons fini avec lui, au mieux cela vaudra! Et c'est notamment pour cette raison qu'il s'impose aujourd'hui d'accorder une attention exceptionnelle à l'aspect politique de toute pratique révolutionnaire. Seule l'unité — l'homogénéité — théorique, politique et stratégique pourra remédier aux limites de l'inévitable "décentralisation" organisationnelle initiale, car seule l'unité — dans la lutte — donnera au mouvement révolutionnaire les caractères objectifs et subjectifs nécessaires au progrès historique que représentera la fondation de l'Organisation Combattante des Prolétaires.

7. QUELLE EST VOTRE POSITION DANS LE DEBAT SUR "LA NECESSITE DE CONSTRUIRE UN FRONT REVOLUTIONNAIRE EN EUROPE OCCIDENTALE?

A l'instar de notre organisation qui — au moment où la question fut posée pratiquement — refusa de s'inscrire dans ce qui allait devenir la déclaration commune RAF/A.D. en '85, nous rejetons fermement la conception frontiste. Cette conception qui constitue la ligne centrale de la RAF depuis '82 n'est en fait qu'une forme d'opportunisme à double sens; d'un côté, par son "mouvementisme", elle est la négation des plus élémentaires principes et catégories du matérialisme historique ainsi que de toute l'expérience du mouvement communiste international, de l'autre elle prétend ingénument résoudre la faiblesse objective par l'illusion de la force. Nous pensons que plutôt de se livrer à de

narcissiques liaisons médiatiques, la tâche des militants révolutionnaires est de se lier au prolétariat de leur pays et d'en unifier les avant-gardes sur une ligne de classe.

Car finalement, que suggèrent les "anti-impérialistes" (dans la plus grande ignorance des thèses léninistes sur l'impérialisme et la lutte prolétarienne)? Ils proposent indistinctement à tous les pôles à prétention et/ou pratique radicale et/ou révolutionnaire en Europe de l'Ouest de s'articuler dans une dynamique plus ou moins commune. Il ne s'agit donc pas pour eux de formaliser/renforcer/qualifier une unité objective basée sur des caractères politiques (communauté du but et des objectifs, des principes et des méthodes, etc.), mais plutôt de chercher à se conforter par un artifice d'unification recouvrant en fait l'éclectisme social et politique promu au nom du principe de "l'auto-détermination" des pôles de lutte, (quand pas au nom du principe "du poids grandissant de la subjectivité"!).

Nous sommes des communistes. Notre souci n'est pas de "résister" à la bourgeoisie et à son système, ni de faire de la lutte contre ceux-ci une démarche existentielle. Notre but est d'animer un processus historique menant une classe sociale, le prolétariat, à la conquête du pouvoir d'Etat et à l'édification du Socialisme. Il n'est pas inutile de rappeler cela, car si sur la base de concepts tels que "résistance", "libération", "anti-impérialisme", etc., toutes les cohabitations se prétendant "unité" sont en effet possibles, il en va tout à fait différemment dans le cadre du projet révolutionnaire communiste. Dans ce cadre, qui considère rigoureusement une classe sociale, un but historique, des principes et méthodes liant dialectiquement l'une et l'autre, une seule ligne et une seule stratégie justes s'imposent pour guider le prolétariat et ses avant-gardes; de la même manière que s'imposent une seule direction et une seule organisation: le Parti.

> Lénine: "L'histoire des époques révolutionnaires fournit beaucoup, beaucoup trop d'exemples du préjudice énorme causé par des essais hâtifs et prématurés des 'unions de combat', accolant au sein des comités du peuple révolutionnaires les éléments les plus hétérogènes, ce qui aboutit aux tiraillements mutuels et à d'amères désillusions. Nous voulons profiter de ces leçons de l'histoire. Nous voyons dans le marxisme, qui vous paraît un dogme étroit, la quintessence même de cette leçon historique et de cet enseignement. Nous voyons dans le parti indépendant, inflexiblement marxiste, du prolétariat révolutionnaire la seule garantie de la victoire du socialisme et le chemin vers la victoire le plus exempt de flottements".

En résumé, notre identité de classe et nos choix de communistes vont à l'encontre des suggestions frontistes répandues ces dernières années. Là où le frontisme respecte, entretient, et sans doute même encourage la multiplicité des "déterminations" (pour finalement s'accomoder même de l'interclassisme), nous

prônons la plus grande rigueur de classe, l'homogénéisation idéologique, politique et militante sous l'égide du Marxisme-Léninisme. Et là où le frontisme institue, en la structurant dans une dévaluation idéologique revendiquée, l'éclectique mosaïque des initiatives spontanées, partielles et autonomes, nous prônons l'unification, la centralisation et la discipline organisationnelles.

Pour couper l'herbe sous le pied d'éventuelles critiques malvenues, nous voulons encore préciser deux choses.

La première, c'est que nous ne rejetons pas le principe du front en lui-même. D'ailleurs, que l'on regarde l'histoire et l'on constatera que les communistes se sont maintes fois intégrés dans des fronts. Mais ces fronts-là n'ont rien à voir avec le frontisme proposé par la RAF, Action Directe ou un courant au sein des B.R./P.C.C., car ils ne furent jamais une forme politique retenue par les communistes pour s'organiser eux et l'avant-garde du prolétariat. Les communistes s'organisent dans leur parti, et c'est le parti qui, à l'occasion, en tant que parti, peut s'engager dans un front au sein duquel il est le légitime défenseur des intérêts du prolétariat sur une question historiquement ponctuelle. La proposition de front animée essentiellement par la RAF est donc entièrement étrangère à l'expérience et aux principes du mouvement communiste international, tels qu'ils se sont concrétisés, par exemple, dans les fronts anti-fascistes des années 30/45 ou dans les fronts anti-colonialistes de libération nationale.

La seconde, c'est que tant nous critiquons les velléités transnationales subjectivistes, tant nous sommes attachés à l'internationalisme prolétarien! Nous faisons nôtres les mots d'ordre célèbres: "Faire la révolution dans son propre pays, contribuer à ce qu'elle triomphe partout" et "Ou il y aura le communisme pour tous, ou il n'y aura le communisme pour personne", car le fond de la liaison de ces deux vérités, c'est tout simplement savoir qui écrit l'histoire: les classes sociales, et non des révolutionnaires indépendamment d'elles — aussi courageux qu'ils puissent parfois être!

8. FACE A L'UNIFICATION DES ETATS CAPITALISTES EUROPEENS, COMMENT PENSEZ-VOUS QUE DOIVE S'ARTICULER LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE EN EUROPE?

Sans même relever l'ambiguité du concept de "gauche révolutionnaire", (ici, le concept de "gauche" recouvre la social-démocratie et l'éventail des cliques révisionnistes et opportunistes qui lui servent de satellites), nous craignons fort que la question soit mal posée.

En effet, nous pensons que la juste façon d'aborder la stratégie révolutionnaire ne consiste pas à tâcher d'articuler tout ce qui apparaît spontanément, mais plutôt à construire consciemment tout ce qui est nécessaire. En d'autres mots, la question du progrès révolutionnaire ne se ramène pas à chercher comment articuler les forces communistes, radical-réformistes, anarchistes, "anti-impérialistes", etc., mais engage à déterminer quelles sont les forces propres et les structurations nécessaires à la marche vers le Socialisme, comment les révéler et les réaliser.

Telle qu'elle est formulée, votre question semble partir du principe que l'articulation de tout ce qui peut être considéré — ou qui peut se revendiquer — de l'appellation floue "gauche révolutionnaire" est a priori souhaitable et souhaitée, l'interrogation ne portant plus que sur le "comment" de l'affaire. Or, pour nous, cette façon de voir est loin d'être évidente. Par exemple, des analyses précises ont démontré que l'actuelle ligne "anti-impérialiste" divergeait tant dans ses principes et orientations que dans ses buts mêmes de la ligne marxiste-léniniste; et l'histoire a montré à plus d'une reprise combien les positions anarchistes et communistes peuvent se révéler contradictoires. Alors, pourquoi envisager d'emblée une articulation? Dans quel but? Une rationalisation ou une économie des forces combattantes?

Lénine, toujours dans le cadre de sa polémique avec les populistes, (in "D'un accord de combat pour l'insurrection"), expliquait déjà que:

> "les forces s'épargnent par une organisation cohérente, unie, fondée sur des principes déterminés et non par l'amalgame d'éléments hétérogènes. Loin d'être épargnées, les forces se gaspillent dans les tentatives stériles de réaliser ces sortes d'amalgames. Pour réaliser en fait et non en parole "l'union dans le combat", il faut savoir clairement, nettement et d'ailleurs, par expérience, en quoi précisément et dans quelle mesure précise nous pouvons être unis. Sans quoi, tout ce qui est dit de l'union de combat n'est que mots, mots et mots. Or, ce savoir-là ne s'obtient justement, soit dit en passant, que par la polémique, par la lutte, par l'hostilité dont vous parlez en termes aussi 'terrifiants'".

Nous respectons bien évidemment les camarades anarchistes, radicaux-réformistes, "anti-impérialistes", etc., et notre solidarité leur est acquise lorsqu'ils affrontent l'ennemi bourgeois avec le courage et la détermination qui les caractérisent d'ordinaire. Mais il n'empêche pas pour autant que ces camarades suivent aujourd'hui des chemins qui sont différents du nôtre, et qu'il faut clairement en prendre acte. Prétendre construire une unité en faisant fi de ces divergences fondamentales (pouvant dans certaines conjonctures historiques, — comme la Catalogne l'a douloureusement vécu à une certaine heure —, tourner à l'affrontement pur et simple) serait pleinement volontariste, subjectiviste, et conséquemment voué historiquement à l'échec et l'impuissance.

Par-là (sinon donc la solidarité), il ne peut selon nous y avoir maintenant de rapports entre les grandes tendances présentes au sein du mouvement révolutionnaire européen autres que celui du débat politique, — de ce débat, de cette polémique dont parlait Lénine. Et à ce propos, nous déplorons vivement que, jusqu'à présent, les "anti-impérialistes" s'entêtent à déserter la confrontation politique, la saine pratique de la critique et de l'auto-critique, et cela avec la même obstination qu'ils s'acharnent à appeler à une unité et à un front, à construire des illusions néfastes sans objet ni avenir. Cette attitude met d'ailleurs à nu le fond typiquement anarchiste petit-bourgeois de la conception frontiste des "anti-impérialistes": derrière les mots, il n'y a en fait que d'intérêt pour l'aspect symbolique et militaire de la lutte.

Selon nous, le problème de la structuration des forces révolutionnaires, au niveau européen, ne se pose pas fondamentalement en termes différents du problème de l'organisation communiste dans chaque espace national; en fait, le premier ne peut être qu'une prolongation naturelle du second. Car dans les deux dimensions s'impose avant tout et pareillement la nécessité incontournable d'une rigoureuse unité idéologique, théorique, politique et stratégique, et — en conséquence — organisationnelle. Et aux partis communistes organisant, centralisant et dirigeant la lutte des avant-gardes et de la classe dans chaque pays doit correspondre, — doit correspondre avec toujours plus d'acuité historique face aux données mêmes du développement impérialiste —, non seulement à l'échelle du continent mais à celle du monde entier, l'Internationale Communiste Combattante.

Nous le répéterons encore: les processus d'unification et d'édification organisationnelles qui, dans le combat, mènent au Parti puis à l'Internationale sont avant tout des processus d'unification et d'élaboration politiques qui se développent à travers la confrontation fraternelle entre les différents pôles du mouvement révolutionnaire en présence. C'est pour cette raison aussi que nous vous félicitons pour votre démarche de questionnement large, et vous remercions pour la tribune que vous nous avez offert à cette occasion.

DECLARATION OF SUPPORT FROM PRISONERS OF THE C.C.C.

TO THE PRISONERS FROM THE PCE(r) AND GRAPO WHO ARE ON A HUNGER-STRIKE FOR THEIR RENEWED ASSOCIATION SINCE NOVEMBER 1989

We are now witnessing an immense political and ideological offensive throughout the world by the capitalistic powers against the communist powers. This is nothing new but what is unusual about the importance of this campaign is that it is based on the decisive change of direction openly taken by both the governments of China and the East European countries and which leads to a market economy and reactionary decadence. The propaganda media of the bourgeoise and their allies screams "communism is dead". We acknowledge that something died: namely corrupt socialism which displayed all the marks of capitalism (the hardening of leading institutions, the corruptiuon of bureaucracy, the mess resulting from a chaotic management of the economy, exploitation and oppression of the people, etc)!

The international communist movement includes however many revolutionary organizations who are emerging with greater legitimacy and activity because of what has happened to the refromist and revisionists in Eastern Europe and Asia. Among these organizations we welcome the Communist Party of Spain Reconstituted (PCEr), and the Anti-Fascist Group October 1 (GRAPO).

Proud that we may count among our comrades the militants of the PCEr and GRAPO we here declare our solidarity, especially on the occasion of the hungerstrike which they have conducted in the Spanish prisons since November 1989. "Communism id dead", and yet still the civilian democratic regimes do not cease to institute the worst forms of pressure against the imprisoned militants....!!

For more than 10 years the militnats of PCEr and GRAPO have fought in the prisons to obtain and defend occupations and work which would fit in with their revolutionary identity: association, information and astudy, visits and mail, maintenance and expansion of the social and political relations with their comrades, their family, and the workers, healthy and hygenic living conditions, and appropriate medical care. And for more than 10, years the governments and institutions, in service of CAPITAL, have exhausted themselves trying to make the militants tasks and life impossible. To be moe precise, the social democratic government of Felipe Gonzales (PSOE) has since a little more than two years ago been engaged in a plan of growing repression witn as goal the political in not the physical extermination of the communist prisoners.

Because of the strength of their exemplary battle whcih cost the health of many among them and caused the death of Gallende the comrades succeeded in forming real communes in the prisons of Soira and Carabanchel. In JUly 1987 they were dispersed to all four corners of the country. This dispersion which was accompanied by unbelievable mistreatment had only one objective - the destruction of the gains of many years ofbattle and the disruption of the relationships which the prisoners in the Spanish proletarian movement as well as the international revolutionary movement had developed.

Once the contacts between the political prisoners and their comrades and families had been reduced to a symbolic one in most prisons then from October 1989 many prisoners, among them the most fit and combatitive, became systematically isolated and subjected to forced intimidation procedures. This isolation was meant to brak their collective political identity. Other comrades were distributed among groups of selected social prisoners when they were not placed in prisons which until then had been intended for the collectivization of the political prisoners. By this assimilation the civilian democrats tried to cover up and deny the existence of communist prisoners. Since then the militants because of their unshakeable determination are exposed to underhanded treatment, and to death threats and torture. They live in such conditionsthat in the summer of 1989 they began a new hungerstrike in Almeria and Soira. The mobilization of this movement made it possible to obtain satisfying results. The PSOE government promised a return to more decent conditions.

It took only a few weeks for the government of Gonzales to once again break its word. The few collective living and working accomodations of the PCEr and GRAPO prisoners were entirely destroyed and the comrades were dispersedall over the country. And they started first of all with those who began the hungerstrike. The prisoners are therefore again on hungerstrike, with greater numbers and increasing determination. It is abundantly clear that the civil powers ae trying to break this radical resistance at any cost, and that they feel themselves strengthened in this by the ccurrent campaign of organized brainwashing. For the Spanish social-democracy it is a matter if importance that theyt are able to present themsleves at the doors of Europe 1992 in accordance with the conditions as they were drawn up by the TREVI and Ponpadeu groups, conditions which were erected by the ministries of justice and ministries of internal affairs of the 12 EEG countries. These conditions sre necessary for the bourgeoise order in order to restrain and supress the proletarian uprising which will certainly double in force when Europe is monopolized by financiers and multi-nationals. All this is at the expense of the world of labor.

The civil democratic regimes are everywhere confronted with a steadily expanding knowledge in the proletariat of the corruption of their states and institutions and of the illegitimacy of their power. They know that the communist organizations form a real concrete threat to the capitalistic order by means of the politics they conduct and the structure that they are building on towards a new society. This even more strongly because the spector of the East European regimes cannot any longer be pointed at for a better defense of capitalism.

Doomed by the development of its own production methods, the bourgeoisie has no alternative but to supress more severly the social and political movements that oppose it and the imprisoned militants are, because of their example and their vulnerability in their situation as prisoners, of course the first to be exposed to the destructive attempts of the bourgeoisie.

Confronted with plans for the liquidation of the goal of the comrades who embody the political consciousness of the proletariat as well as the collective identity and revolutionary involvement with the emancipation of that class, and confronted with plans to exterminate all communist projects, we now call on all militants and workers to mobilize themselves around the comrades who are on the hungerstrike form PCEr and GRAPO.

The solidarity and support at antional and international levels has already shown strength on several occasions, towards getting the repressive attakcs by the bourgeoisie governments against the imprisoned comrades reduced. Once again we have to go into action and force the Spanish social-democrats into giving the imprisoned militants asociation, to provide them with decent conditions and and environment that is in accord with their collective political identity so that they can continue to make their contributions to the development of revolutionary politics and the upbuilding of our shared future.

ASSOCIATION OF ALL POLITICAL PRISONERS!!

STOP THE CRIMINAL ACTIVITIES OF THE SPANISH GOVERNMENT !!

LONG LIVE INTGERNATIONAL SOLIDARITY!!

LONG LIVE PROLETARIAN INTERNATIONALISM!!

THE BATTLE WILL NEVR END!!

LONG LIVE COMMUNISM!!

Pierre Carette, Didier Chevolet, Bertrand Sassoye and Pascale Vandegeerde, militants from the Communist Combatting Cells for the organization of a Combatting Organization of the Proletariat.

20 January 1990

EINE NICHT ZU RECHTFERTIGENDE ERKLARUNG
(Zum Brief der RAF vom 1Ø. April 1992)

Im Frühling dieses Jahres hat die Rote Armee Fraktion ein wichtiges politisches Dokument veröffentlicht. In diesem Text stellt die revolutionäre deutsche Organisation verschiedene Gedanken dar, welche die internationale Situation und die soziale, militante und politische Lage in ihrem Land betreffen (mit besonderem Augenmerk auf die Frage der inhaftierten Genossinnen und Genossen); sie zieht eine Art Bilanz ihrer Aktivität und schließt mit der Entscheidung, den bewaffneten Kampf aufzugeben.

In einer bestimmten Art und Weise hat uns dieser Schluß nicht überrascht. Seit langer Zeit verstehen wir nicht mehr, aus welchen historischen, politischen und strategischen Anschauungen und Analysen die RAF ihre kämpfende Vitalität schöpfen konnte. Aber das heißt, daß uns dieser Schluß besonders verabscheuenswürdig erscheint: Er drückt nicht die Eröffnung einer kritischen und selbstkritischen Überlegung aus, die auf eine theoretisch-politische Richtigstellung zugunsten der revolutionären Sache bedacht ist, wohl aber das liquidatorische Resultat des Prozesses von Abweichung und politischer Degradierung, den die RAF während der zwanzig Jahre ihrer Existenz erfahren hat.

Wir wissen, daß viele Militante der sogenannten *"antiimperialistischen"* Bewegung in Deutschland es für extrem unangebracht halten, von aufeinanderfolgenden Etappen in der Geschichte der RAF zu sprechen. Trotzdem, wenn man sich auf den Diskurs und die Praxis der Organisation seit Anfang der 7Øer Jahre bezieht, ist unbestreitbar, daß die RAF von 1972, 77 oder 82 drei verschiedene, sehr unterschiedliche Gesichter zeigt.

Ursprünglich bezog sich die Organisation teilweise auf marxistische Prinzipien und auf die marxistische Analyse, bewies politische Kreativität und Initiative im revolutionären Kampf. 1977 befand sie sich auf dem Gipfel strategisch defensiver Optionen. 1982 bestätigte sie - durch den Text *"guerilla, widerstand und antiimperialistische front"* - die komplette Preisgabe ihrer anfänglichen marxistischen Referenzen und ihr gänzliches Einschreiben in den Subjektivismus und den Militarismus. Während der folgenden zehn Jahre hat sich die RAF immer weiter in diese Sackgasse verrannt. Ausgehend von der sehr auffälligen Proklamation einer *"Westeuropäischen Guerillafront"* mit A.D. im Jahre 1985 und der nicht weniger medienwirksamen gemeinsamen Unterzeichnung einer Forderung mit den B.R./P.C.C. im Jahre 1988 bis hin zu einer großen Zahl bemerkenswerter

Guerillaaktionen (ganz besonders die Exekution des *Treuhand*-Chefs, Rohwedder), konnte sich die deutsche Organisation, mit gutem Willen zwar, nur in verlorenen Illusionen erschöpfen. Heute scheint die RAF nicht mehr zu verstehen, gegen wen sie kämpft und weshalb. Dies ist auf Zeit unvermeidbar, wenn man den historischen Materialismus und den wissenschaftlichen Sozialismus, das Ziel der Klassenrevolution und der Diktatur des Proletariats aufgegeben hat.

Das von der RAF im April veröffentlichte Dokument und besonders seine Schlußfolgerung des *"Abschieds von den Waffen"* haben unter der deutschen militanten Bewegung wichtige Erschütterungen provoziert; sie haben zahlreiche Diskussionen und Stellungnahmen bis auf internationaler Ebene hervorgerufen. So hatten wir die Gelegenheit, den sehr zutreffenden Beitrag des Zentralkomitees der P.C.E.(r.) mit dem Titel *"Replanteamiento estrategico o liquidacion?"* zu lesen. Auch wir wollen zu diesem Thema beitragen, wenn wir auch die Verspätung bedauern. Wir denken, daß es um unsere Verantwortung und politische Solidarität gegenüber der gesamten revolutionären Bewegung geht.

Bevor wir zum Inhalt des Dokuments der RAF kommen, möchten wir einige Worte zu diesem Brief selbst sagen. Seit vielen Jahren entwickelt sich in der revolutionären europäischen Bewegung eine kritische Debatte. Interessante Beiträge, besonders aus Spanien und Italien, sind im Umlauf, und von unserer Seite bemühen wir uns, an dem Austausch mit unseren bescheidenen Kapazitäten teilzunehmen. Ein großer Teil der Themen und Analysen dieser Debatte auf internationaler Ebene bezieht sich besonders auf die anti-marxistischen, subjektivistischen und militaristischen Positionen, welche in erster Linie die RAF seit Anfang der 8Øer Jahre vertritt. Nun hat aber, soviel wir wissen, die RAF es niemals für sinnvoll erachtet, diese politischen Kritiken zu beachten oder sich den Argumenten zu stellen, auf denen sie basieren. Und der Brief vom 1Ø. April ignoriert diese noch immer in großartiger Weise.

Obwohl die RAF heute erklärt, daß ein Grund des Scheiterns ihrer Ideen in der Tatsache besteht, daß sie sich isoliert hat, weil sie keine wirkliche politisch-organische Beziehung mit denjenigen aufgebaut hat, die sich in die revolutionäre Perspektive einreihen. Sie ruft zu neuen Beziehungen, zu neuen gemeinsamen Diskussionen und Projekten etc. auf. Aber konkret fährt sie fort, die Debatte zu verhindern und die Fragen und Antworten so zu formulieren, wie sie alleine sie versteht. Zum Beweis die folgende merkwürdige Handlungsweise: Um bessere Bedingungen für eine Grundüberlegung - die sehr weit die

militante Bewegung in Deutschland durchzieht - über den bewaffneten revolutionären Kampf zu schaffen, gibt die RAF diesen auf. Anders gesagt, um eine Reflexion über ein Thema zu begünstigen und dabei die Richtigkeit der Schlußfolgerungen zu garantieren, beginnt sie damit, das fragliche Thema eigenmächtig zu liquidieren. Unserer Meinung nach und in diesem besonderen Fall drückt eine solche Handlungsweise keine Suche nach revolutionärem Fortschritt aus, sondern zeigt einen Versuch, im Nachhinein eine Entscheidung zu rechtfertigen, die im Zusammenhang mit anderen, nicht zugegebenen Interessen getroffen wurde.

Ein anderer Aspekt des Dokuments der RAF verdient, hervorgehoben zu werden. Wir haben gehört, daß er sehr verschieden verstanden wurde: Einige sehen darin ein gerissenes taktisches Manöver, andere die Anerkennung der Unangemessenheit der revolutionären Gewalt, etc. Schließlich finden viele darin die Gelegenheit, sich von dem, worauf sie gerade Lust haben, zu überzeugen und ein unendliches und ungenaues Geplauder zu betreiben. Wir denken, daß der RAF in dieser Angelegenheit ein Großteil der Verantwortung zukommt. Seit langer Zeit entwickelt sie in ihrem Diskurs wie in ihrer Praxis viele Zusammenhanglosigkeiten und Verwirrungen, was ein Zeichen für den unbestreitbaren Mangel an ideologischer Klarheit ist. So etwas greift allmählich um sich.

Die konfuse Ausdrucksweise des Briefes vom 10. April hält einer strengen Analyse nicht stand. Die allgemeine Position im gesamten Text läßt weder mehrere Interpretationen noch Zweifel zu. Sie ist weder zweideutig noch unbestimmt, und daß sie sehr ungeschickt formuliert ist, reicht nicht, um den *"Abschied von den Waffen"*, den sie in sich birgt, unter einem Schleier von Ehrenhaftigkeit zu verbergen.

Übrigens müssen wir diesem Dokument ein großes (aber einziges) Verdienst anerkennen: Es beleuchtet die Sterilität des subjektivistischen Vorhabens der RAF seit zehn Jahren und gibt sie zu. Ach, es ist wirklich schade, daß diese Aufklärung und dieses Zugeständnis nicht aus einer Annäherung an den Marxismus-Leninismus hervorgehen, also aus einer Entfernung vom Subjektivismus (zum Beispiel durch eine Ablehnung des Militarismus, die wir begrüßen könnten), sondern im Gegenteil aus einer erneuten Demonstration des Subjektivismus, diesmal im allgemeinen Rahmen eines opportunistischen Debakels. Wenn sie sich in den Überlegungen und Konzeptionen, die in diesem Brief dargestellt sind, versteigt, wird die RAF die revolutionäre Bühne verlassen und alle politischen und ideologischen Fehler konservieren, die wir von ihr kennen und die wir bereits

kritisiert haben - und sie wird diese Bühne ohne Hoffnung auf

Wiederkehr verlassen.

Es geht also darum, präzise und klar über die verschiedenen Punkte nachzudenken, die im Dokument vom April angeschnitten wurden. Denn den *"Abschied von den Waffen"*, der in diesem Text beschlossen wurde, politisch und ideologisch zu bekämpfen, heißt in erster Linie, den Subjektivismus und seinen Nachfolger, den Opportunismus, beide in all ihren Formen zu bekämpfen, seien sie bewaffnet oder nicht. Ist denn schließlich der aktuelle *"Abschied von den Waffen"* etwas anderes als die allerletzte und spektakuläre Etappe einer langen politischen Abweichung? Stammt der schlimmste Fehltritt, der von der RAF begangen wurde, nicht aus der Mitte der 70er Jahre, als die Organisation begann, sich offen vom Marxismus und einer siegesgewissen Strategie loszusagen?

Der Brief vom 10. April beginnt mit einer Art lascher strategischer Reflexion/Bilanz. Es ist die Rede vom Scheitern der von der RAF in den letzten Jahren entwickelten Strategie, aber nichts von den Urhebern des Kampfes, der Art der Auseinandersetzung, der kurz- oder langfristig angestrebten Ziele etc. wird näher bestimmt. Es ist immer nur die Rede von *"wir"*, von der *"kraft, die wir gegenmacht von unten genannt haben"*, einer *"gesellschaftlichen alternative hier und heute"*, *"um befreiung kämpfen"*, was eher ungenügend ist, um eine ernsthafte revolutionäre strategische Reflexion anzustellen. Jedoch ist dies für die RAF vollkommen ausreichend, um der Ansicht zu sein, ihre Erfahrung zeige, daß *"die guerilla in diesem prozess* [wir vermuten, daß es sich um den revolutionären Prozeß handelt] (...) *nicht im mittelpunkt stehen kann"*. Noch selbstkritischer präzisiert die RAF sogar, daß *"gezielt tödliche Aktionen (...) die gesamte situation für alles, was in den anfängen da ist und für alle (...) eskalieren"*

Dieser erste Teil setzt sich in einem zweiten fort.
Das berühmte *"alles, was in den anfängen da ist und für alle, die auf der suche sind"* impliziert *"als ganz wesentlichen teil den kampf für die freiheit der politischen gefangenen"*. Nach Meinung der RAF eine in bestimmtem Maße glaubwürdige Perspektive. Der Justizminister hätte sich tatsächlich zum Repräsentanten einer Fraktion der Bourgeoisie gemacht, die verstanden hat, daß sie die sozialen Widersprüche nicht durch Repression lösen kann. Sich stillschweigend an diese aufgeklärte Fraktion wendend, fügt die RAF der Liste noch andere Forderungen hinzu: Die Gefängnisse müssen angemessen sein, alle müssen muß über einen Wohn- und Lebensraum verfügen, die Bürger der Ex-DDR

müssen über eine Selbstbestimmung verfügen, der herrschende Diskurs darf nicht mehr rassistisch sein etc. etc.

Das Dokument endet mit einem drittem Teil, dessen Naivität und Logik zu denken geben: Die Antwort, die der deutsche Staat auf diese Forderungen gibt, wird zeigen, ob der politische Reformismus praktikabel ist oder nicht! Und darauf bedacht, diesen Schritt, der ebenso platt reformistisch wie unpassend ist und gemünzt auf den *"prozess von diskussion und aufbau"*, zu schützen, kündigt die RAF an, ihre *"eskalation"* aufzugeben. Aber Vorsicht, wenn der Staat seinerseits den besagten Prozeß nicht ernst nimmt, nun, dann wird die RAF besagte Eskalation wieder aufnehmen... obwohl diese einige Abschnitte weiter oben als strategisch unheilvoll betrachtet wurde. Der letzte Satz des Briefes schließt mit einer überwältigenden Redekunst: ***"auch wenn es nicht unser interesse ist"*** [wir unterstreichen dies]: *krieg kann nur mit krieg beantwortet werden"*. In etwa ist dies Rache bis zum Tod.

Es ist seit langem offensichtlich, daß der Hauptfehler der RAF in ihrer Fehleinschätzung - ihrer Ablehnung? - des historischen Materialismus besteht. Beispielhafter Mut und revolutionäre Selbstaufopferung verbinden die deutschen Genossinnen und Genossen mit einem unerschütterlichen Subjektivismus. Leider reichen Heroismus und Hingabe nicht aus, um den revolutionären Erfolg zu garantieren. Die Revolution ist nicht nur eine Sache von Personen und des guten Willens. Sie ist ein historisches Phänomen, das auf die objektiv sozial Bestimmenden antwortet.

Es wäre höchste Zeit für die RAF, über diese wesentliche Dimension des revolutionären Kampfes nachzudenken und ihre allgemeinen Vorhaben, ihre Analyse der objektiven Realität, ihr Verständnis der historischen Mechanismen, ihre strategischen und taktischen Auffassungen, ihre kurz- und langfristigen Ziele etc. darzulegen. Kurz, all das, was traditionsgemäß abhängig aus einer Plattform, aus Thesen und aus einem Organisationsprogramm hervorgeht. Wer könnte denn ohne dies jemals überhaupt wirklich und genau wissen, was die RAF denkt und will? Wie könnte die RAF selbst wissen, was sie denkt und will? Wie könnte sie ihren Kampf organisieren und führen?

Was für einen Sinn hat es, von revolutionärer Strategie zu sprechen, ohne überhaupt klar definiert zu haben:
- was die konkreten Vorhaben des revolutionären Prozesses sind (z.B. was denkt die RAF von der Diktatur des Proletariats, vom sozialistischen Aufbau?)
- was darin der Hauptgegenstand ist (z.B. was denkt die RAF über das Proletariat? Wie definiert sie es? Welche Rolle erkennt sie ihm zu?)
- wie dieser sich entwickelt (z.B. wie geht die RAF das

Problem

der objektiven und subjektiven Bedingungen des revolutionären Prozesses an? Die Rolle der Partei?). Dies ist unserer Meinung nach die erste Arbeit, die die RAF zu leisten hätte und die sie der deutschen revolutionären Bewegung und dem deutschen Proletariat unterbreiten müßte.

Die RAF stellt ehrlich fest, daß sie sich in der Sackgasse befindet. Sie bringt für diese Sachlage verschiedene Erklärungen vor, die uns nur ihre Schwäche in der Analyse zu zeigen scheinen. Zuerst der Zusammenbruch des Revisionismus und das aktuelle Debakel des ehemaligen *"Ostblocks"* in der innerimperialistischen Auseinandersetzung... Aber wer konnte noch glauben, daß diese Länder - in irgendeiner Art - Träger einer authentischen Dynamik oder eines authentischen revolutionären Einflusses waren? Daraufhin das Scheitern des Projekts, *"im gemeinsamen internationalen Kampf einen Durchbruch für Befreiung zu schaffen"*... Wenn es um die antiimperialistische Bewegung in der Dritten Welt geht, so weicht sie seit bald fünfzehn Jahren zurück, und wenn es um die illusorische *"Westeuropäische Guerillafront"* geht, so hat sie nur durch das journalistische Sensationsbestreben gelebt.

So sehr wir also mit dem Schluß, den die RAF gezogen hat, übereinstimmen, daß nämlich der revolutionäre Kampf sich nur auf den objektiven sozialen Bedingungen eines jeden Volkes gründen kann, so sehr glauben wir auch, daß sie in diesem besonderen Fall eher zu diesem Schluß gekommen wäre, hätte sie einfach einen Klassenstandpunkt eingenommen oder den Reichtum an Analyse und Erfahrung der Internationalen Kommunistischen Bewegung studiert.

Dies ist ein Punkt, der umso entscheidender ist, als die Richtigstellung, die von der RAF vorgenommen wird, mit einer Abweichung einhergeht, die ihr jeden Vorteil ruiniert. Wenn sie ihr Hirngespinst der internationalen *"Front"* aufgibt, indem sie sich der nationalen sozialen Realität zuwendet, so hat die RAF bei der gleichen Gelegenheit ihren revolutionären Grund und ihre politisch-militärische revolutionäre Verantwortung als Avantgarde preisgegeben.

Wir haben bereits weiter oben in unserer Kritik auf das Fehlen einer allgemeinen Definition seitens der RAF hingewiesen, ein Fehlen von Bezugnahmen, das einen wirklichen politischen Austausch praktisch unmöglich macht. Das Problem taucht wieder auf, wenn man entdeckt, daß die RAF unbekümmert das revolutionäre Ziel aufgibt und gelassen ihre Avantgarde-Rolle (und Gott weiß, wieweit sie diese Rolle 1972 für die gesamte revolutionäre Bewegung der Metropolen ausfüllte... bis zu dem Punkt, an dem sie [die RAF, A.d.Ü.] noch heute deren Aura auskostet!) austauscht gegen ein Mitläufertum in der

"alternativen" Bewegung.

Der wirkliche Inhalt der von der RAF im Moment vertretenen Positionen ist der folgende: Weil sie ihre militaristischen Illusionen sich nicht erfüllen sah, sucht die RAF eine neue Art, mit dem *"alternativen"* Sumpf zu fusionieren, eine Fusion, nach der sie offen seit 1982 strebt. Damals - die Sache mußte stattfinden, indem der Sumpf liquidiert wurde - schrieb die RAF zu diesem Thema in *"guerilla, widerstand und antiimperialistische front"*: *"da ist nichts mehr von 'systemveränderung' und 'alternativen modellen' im staat, sie sind nur noch skurril"*. Zehn Jahre später sind die Militanten der RAF für die gleiche Sache bereit, die Liquidierung ihrer Organisation anzubieten. Dies ist das logische Ergebnis ihrer frontistisch-strategischen und gegen die Partei gerichteten Abweichung. Anstatt sich mit Unabhängigkeit und Bestimmtheit an die Avantgarde des revolutionären Kampfes zu halten, dadurch, daß:

- eine Selbstkritik und eine offensive Neuorientierung auf der Basis des Marxismus-Leninismus vorgenommen werden;
- die Strategie und die Taktik, die zur Erhebung des allgemeinen Niveaus des Kampfes in Deutschland notwendig sind, angenommen werden;
- mehr und mehr kampferische Proletarier und Revolutionäre mobilisiert, rekrutiert und organisiert werden, etc.;

beabsichtigt die RAF eher, sich in der marginalen Masse aufzulösen und vor den aktuellen Wünschen und Grenzen des *"alternativen"* Sumpfes zu kapitulieren.

Natürlich muß die revolutionäre Organisation niemals von den (proletarischen!) Massen abgeschnitten sein, aber dies darf sie niemals dahin führen, auf ihre politische Unabhängigkeit zu verzichten und sich von einer autonomen Aktivität loszusagen.

Nun können wir im Dokument vom April lesen, daß die RAF das Problem ihrer Rolle und ihres Einflusses mit den folgenden Worten darstellt: *"wir hatten unsere politik ganz stark auf angriffe gegen die strategien der imperialisten reduziert und gefehlt hat die suche nach unmittelbaren positiven zielen und danach, wie eine gesellschaftliche alternative hier und heute schon anfangen kann zu existieren"*. Was bedeutet das? Daß, weit davon entfernt, die Kritik anzunehmen, die schon hundert Mal an der *"anti-anti"*-Strategie der *"antiimperialistischen"* Strömung geübt wurde, deren militaristischer Fahnenträger sie war (*"unsere strategie ist es, gegen ihre strategie zu sein"* etc.), die RAF die Konstruktion und die Struktur einer starken kommunistischen Bewegung nicht als *"positives Vorhaben"* betrachtet. Dahingegen erscheint die vulgärste Art von Reformismus, der als *"positiv"* nur diejenigen Ziele ansieht, die kurzfristig und im kapitalistischen System erreichbar

sind, den Augen der RAF als die verlockendste strategische Option. Und der vollkommene Opportunismus setzt dem Ganzen die Krone auf: Hört man nicht, daß die RAF darauf bedacht ist, *"eigene soziale werte in ihrem alltag"* derjenigen sich entfalten zu lassen, die Ihr nahestehen? Und dann noch, daß sie beabsichtigt, sich umzustellen auf eine *"zeit, in der es für alle um ein sich-finden auf neuer grundlage geht"*? Der revolutionäre Prozeß verlangt also keinen Prozeß der Aneignung von Klassenbewußtsein mehr? Ist es also nicht mehr die Verantwortung der Revolutionäre, dieses Bewußtsein aufrechtzuerhalten und dadurch der Aneignung durch die Bildung zu dienen - gegen die Entfaltung einer "Spontaneität", die unvermeidlich nach den Kategorien der herrschenden Ideologie gestaltet ist?

Mit ihrem Brief vom 1Ø. April verstärkt die RAF früher als erwartet ihren philosophischen Idealismus und ihren politischen Subjektivismus. Betrachten wir nun ihren Standpunkt und ihre konkreten Projekte im Rahmen der aktuellen sozialen und politischen Situation in Deutschland. Die RAF ist der Meinung, daß sie einer *"gesellschaftlichen alternative hier und heute"* keine Aufmerksamkeit geschenkt hat. Eine Alternative, die, so glaubt man, griffbereit ist, denn *"... dass das hier möglich ist, dass es geht, so etwas anzufangen, haben uns die erfahrungen, die andere erkämpft haben, gezeigt"*. Weiter noch präsentiert die Organisation eine Liste von sozialen Reformen, die zu verwirklichen sie den Staat auffordert. Wir denken, daß all dies von einem phänomenalen Unverständnis der Wirklichkeit herrührt.

Zuerst die Frage nach einer *"alternative"* zur Gesellschaft; worum handelt es sich? Es handelt sich um eine zwangsläufige Randposition. Ein Rand, der nur von Kleinbürgern oder deklassierten Elementen besetzt werden kann. Wie können diese Kategorie und ihr Rahmen - spezifische Bestrebungen und Interessen - eine zu verallgemeinernde revolutionäre *Entwicklung* bilden? Die Revolution ist eine Sache sozialer Klassen, *"hier und heute"* eine proletarische Sache. Die Revolution hat nichts mit einer Alternative zur Gesellschaft innerhalb der Gesellschaft zu tun, aber alles mit einer Umwandlung der Gesellschaft, der gesamten Gesellschaft. Die Art, mit der die bürgerliche Macht gelegentlich auf die besonderen Forderungen des alternativen Sumpfes eingehen kann, ist mit dem Klassenwiderspruch, der die ganze Gesellschaft durchzieht, nicht zu vergleichen. Sich auf den Erfolg beim ersten Mal zu beziehen, um vorzugeben, daß andere ebenso erreichbar sind, ist ganz einfach irrig. Würde man jemals die Bourgeoisie sehen, wie sie die Interessen der Unterdrückten einräumt oder verteidigt? Es ist absurd, sich so etwas vorzutellen, weil diese Verteidigung eben über die

Eliminierung (und nicht die *"alternative"* Ausrichtung) der Bourgeoisie und ihres sozialen Systems geschieht.

Der philosophische Idealismus und der opportunistische Subjektivismus der RAF haben sie dahin geführt, zu glauben, daß die bürgerliche Macht frei sei zu tun, was sie wolle, und daß sie sogar für eine Art rationalen, überlegenen Verstand zugänglich sei. Zu ihrer Liste sozialer Forderungen erklärt die RAF, daß die Antwort, welche die Macht erbringt, zeigen wird, *"wie weit hier ein politischer raum für lösungen erkämpft werden kann"*. Aber wer könnte jemals glauben, daß es interklassistische Lösungen für den Kapitalismus, seine antagonistischen Widersprüche, für den Anstieg der Ausbeutung und die durch seine Krise induzierte soziale Degradierung gibt? Die Bourgeoisie hat nicht die Wahl zwischen einer ausgleichenden Intelligenz und einer *"provozierenden und draufgängerischen"* Haltung; sie ist die herrschende Klasse im Kapitalismus, die aus der kapitalistischen Ausbeutung Profit zieht und diese verteidigt; eine Klasse, die weder etwas anderes sein, noch außerhalb des Rahmens ihrer eigenen Gesetze handeln kann. Wenn es eine Lösung für die Widersprüche gäbe, die den Kapitalismus unterminieren und dazu führen, daß er gestürzt wird, wenn es interklassistische Lösungen für die ökonomische Krise gäbe, glaubt die RAF nicht, daß die bürgerlichen Herrscher diese nicht längst entdeckt und angewandt hätten?

Was bleibt in dem neuen Schritt der RAF vom dialektischen materialistischen Verständnis der Geschichte, vom wissenschaftlichen, aufrichtigen Vertrauen in die revolutionäre Zukunft? Nichts, einfach nichts. Wenn man den deutschen Genossinnen und Genossen glaubt, wäre das kapitalistische System von innen her reformierbar; dazu würde ausreichen, daß die Bourgeoisie dies versteht, - und natürlich macht es nichts, wenn dies ihren eigenen Interessen entgegensteht. Die sozialen Reformen wären zu allen Zeiten erreichbar, von dem Augenblick an, in dem die Bourgeoisie die Intelligenz dafür besäße (oder muß man ihr vielleicht helfen?); der soziale Frieden wäre zu allen Zeiten erreichbar, von dem Augenblick an, in dem die Bourgeoisie den Willen dazu besäße (idem)! Schließlich faßt die RAF nun den Kapitalismus als ein Produkt der Bourgeoisie auf und nicht die Bourgeoisie als ein Produkt des Kapitalismus.

Ein spezieller Punkt verdient, gesondert behandelt zu werden. Es handelt sich um die Frage der Gefangenen und eventueller Entlassungen oder Haftverbesserungen. Wir denken, daß wir bei diesem Thema äußerst vorsichtig sein müssen. Die taktischen Manöver sind häufig komplex und können nur mittels der gesamten Kenntnis aller ihrer Verhältnisse richtig bewertet werden; auch enthalten wir uns jeglicher

kategorischer Beurteilung. Trotzdem verstecken wir unsere Verwirrung nicht und wollen einige Überlegungen darlegen.

Wir denken natürlich, daß es nicht unwesentlich ist, sich um die Entlassung der Genossinnen und Genossen zu bemühen, und daß es richtig ist, daß eine kämpfende Organisation alle Möglichkeiten und Gelegenheiten zu diesem Zweck ausschöpft, - also auch die Verhandlung, wenn sie glaubwürdig ist. Aber zu keinem Zeitpunkt kann dies auf Kosten des Kampfes, seiner Zukunft und seiner grundlegenden Vorhaben geschehen. Der revolutionäre Kampf verursacht zwangsläufig eine Repression; der revolutionäre Sieg wird immense Opfer erfordern, dies ist ein historisches Gesetz und sich davor vorrangig zu schützen suchen, führt zwangsläufig zur Aufgabe des Kampfes.

Der Justizminister habe Anfang des Jahres angekündigt, die Entlassung einiger sehr lang Inhaftierter oder Gefangener, deren Gesundheitszustand sich verschlechtert habe, sei in Betracht zu ziehen. In Wirklichkeit nichts Beweiskräftiges, im Gegenteil, perfider Druck auf die geweckte Hoffnung. Analysiert die RAF klar die Situation? Überschätzt sie in diesem Fall nicht ihre Kraft, ihr Gewicht? Wird sie nicht dorthin gelenkt, wohin zu lenken sie glaubt?

Daß eine bürgerliche Fraktion, die euphorisch ist, weil sie denkt, sie habe noch einmal die Grundlagen eines *"Tausendjährigen Reichs"* gelegt (diesmal heißt es *"Neue Weltordnung"*), die sich humanistischem - und publikumswirksamem! - Sanftmut gegenüber einer Handvoll erfahrener Genossinnen und Genossen hingibt, darf nicht mit einem defensiven Rückzug des Feindes verwechselt werden. Im Gegenteil! Übrigens, soviel wir wissen, ist der Minister damit beschäftigt, die Repression gegen andere Gefangene zu verschärfen (besonders dank der Kollaboration ehemaliger Militanter, heute Kollaborateure, die in der Ex-DDR festgenommen wurden). Die - verbale - Eröffnung von Kinkel, beabsichtigt sie schließlich etwas anderes, als eine noch grausamere Repression gegen diejenigen zu rechtfertigen, die ihre Ideen und ihre kämpferische Integrität behalten? Ist sie nicht eine Täuschung, um die authentischen revolutionären Kräfte zu schwächen? Ist sie nicht ein wirkungsvoller Betrug, der schon Resultate zeigt, weil man feststellt, daß er die RAF schon dahin geführt hat, ihre Sache, ihre Unabhängigkeit und ihre Waffen am Rande des *"alternativen"* Sumpfes zurückzulassen? Für vage barmherzige Versprechungen, die schon durch eine repressive Verschärfung dementiert wurden, hat die RAF nicht gezögert, öffentlich ihre Erbe von zwanzig Jahren des Kampfes zu liquidieren.

Wir werden jetzt schließen. Wir hoffen, daß der Brief vom 1Ø. April nicht die Gedanken aller deutschen Genossinnen und Genossen und besonders der Gefangenen wiedergibt, die sicher

nicht erfreut darüber sind, daß man dem Preis, den sie zahlen, die Negation ihres politischen Engagements und die Liquidierung ihrer Organisation hinzufügt. Der Weg der RAF ist seit ihren Ursprüngen so gewunden, daß es schwierig ist, den Gedanken zu akzeptieren, daß alle mit jeder einzelnen seiner politischen Windungen direkt verbunden waren. Wir hoffen, daß - ist die Rauchwolke einer konfusen Formulierung einmal aufgelöst - die Genossinnen und Genossen der RAF Kenntnis von der subjektivistischen und opportunistischen Natur der Positionen nehmen werden, die sie in ihrem Dokument vom April vorgebracht haben; daß sie es als einen Fehler auf ihrem Weg ansehen, es als null und nichtig betrachten und schließlich die realen Probleme meistern werden, die sich ihrer Organisation und der deutschen revolutionären Bewegung stellen. Und dies auf einer wirklich revolutionären Grundlage, die den selbstkritischen Verstand verbindet mit dem Willen, den Reichtum der Internationalen Kommunistischen Bewegung, der im Marxismus-Leninismus zusammengefaßt ist, in seinem Wert zu erkennen und zur Geltung zu bringen.

Anfang der 7Øer Jahre hat die RAF im Wiederaufbau der europäischen revolutionären Bewegung eine unschätzbare und unersetzbare Rolle gespielt. Auch wenn zum Ende dieser Jahre immer schwerere Fehler gemacht wurden, vergessen wir niemals, wieviel wir ihr schulden, ihr und ihren heldenhaften Gründerinnen und Gründern, die auf Befehl desjenigen Staates massakriert wurden, mit dem zusammenzuarbeiten der Brief vom 1Ø. April einlädt... Wir haben genug Vertrauen in die Dynamik der deutschen revolutionären Bewegung, um eine energische Reaktion gegen diese verheerende und nicht zu rechtfertigende Erklärung abzuwarten, gegen den Prozeß der politischen und ideologischen Abweichung, dem sie die Krone aufsetzt, und hoffen, daß die Militanten der RAF ihren alten und ruhmvollen Platz in den ersten Rängen der europäischen revolutionären Bewegung wieder einnehmen können.

Für die Einreihung der Roten Armee Fraktion in die Erfahrung der Internationalen Kommunistischen Bewegung, die im Marxismus-Leninismus zusammengefaßt ist!

Ehrenvolle Erinnerung an die Genossinnen und Genossen, die im Kampf und in den Gefängnissen getötet wurden! Ehrenvolle Erinnerung an die Genossen vom Kommando Martyr Halymeh, die in Mogadischu getötet wurden!

Es lebe der proletarische Internationalismus!

17. Oktober 1992
Didier Chevolet, Pascale Vandegeerde, Bertrand Sassoye &
Pierre Carette
Gefangenenkollektiv der Kämpfenden Kommunistischen Zellen

Proposition d'introduction pour la brochure "Questionnaire Turquie", et liste des compléments informatifs.

Dans le courant de l'année '90, CORRESPONDANCES REVOLUTIONNAIRES a établi un contact régulier avec des militants de la LIGUE DE PROPAGANDE ARMEE MARXISTE-LENINISTE emprisonnés en Turquie.

Parmi les premiers documents politiques échangés, deux questionnaires. Un que nous avons soumis aux camarades turcs, un autre qu'eux-mêmes ont adressé aux quatre militants des CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES prisonniers en Belgique.

C'est ce dernier que nous publions ici. Des questions simples, des réponses claires, l'amorce d'une rencontre entre révolutionnaires communistes, par-delà les frontières et les murs des geôles.

Et pourquoi pas aussi un premier pas de rencontre entre communistes ici? C'est dans tel espoir que nous avons décidé de cette édition et que nous la diffusons largement.

Oui mais, et la contribution des militants de la LIGUE DE PROPAGANDE ARMEE MARXISTE-LENINISTE, où reste-t-elle? Nous l'avons retenue pour le numéro spécial de la revue, à paraître cet automne. Un numéro qui sera exclusivement consacré à d'importants documents du mouvement révolutionnaire turc.

A cet égard, nous lançons un appel pressant à ceux et celles qui pourraient directement nous aider, principalement dans le travail de traduction, mais peut-être aussi par leur connaissance de la situation là-bas, etc., nous en avons fortement besoin. Nous les remercions d'avance.

Mai 1991, le collectif de CR.

Adresses des quatre; coordonnées Turquie (éventuellement); pub général CR + abonnement; pub "Spécial Turquie"; pub TDL + brochure; pub Déclarations procès.

QUESTIONNAIRE ADRESSE PAR DES CAMARADES DE LA LIGUE DE PROPAGANDE ARMEE MARXISTE-LENINISTE (TURQUIE) AUX MILITANT(E)S PRISONNIER(E)S DES CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES (BELGIQUE)

— DECEMBRE 1990 —

1. EN QUELLE ANNEE ET DANS QUELLES CONDITIONS FUT CREEE VOTRE ORGANISATION? A QUELLES NECESSITES REPONDAIT CETTE CREATION?

Les Cellules Communistes Combattantes sont apparues publiquement le 2 octobre 1984. A cette date, elles ouvraient la *Première campagne anti-impérialiste d'Octobre* par un attentat contre la multinationale US "Litton Industrial". Au cours de cette campagne, des centres économiques, politiques et militaires de l'impérialisme furent successivement attaqués. La *Première campagne anti-impérialiste d'Octobre* visait à l'émergence d'une orientation révolutionnaire au sein d'une contradiction opposant l'ensemble de la population à l'impérialisme: la guerre impérialiste.
A l'époque, un fort mouvement populaire était mobilisé dans notre pays (comme en R.F.A., aux Pays-Bas, etc.) contre l'implantation des missiles atomiques de l'OTAN sur le théatre européen. Par la campagne, les Cellules resituaient le problème dans son juste cadre: la guerre est indissociable du capitalisme, le refus de l'une impose le rejet de l'autre. La campagne s'est achevée le 15 janvier 1985 par la destruction d'un centre de l'armée américaine près de Bruxelles.

Le 1er mai 1985, les Cellules Communistes Combattantes ont attaqué et détruit le quartier général du patronat belge, la "Fédération des Entreprises de Belgique". A l'occasion de cette action, l'organisation a publié un de ses principaux documents politico-stratégiques: *A propos de la lutte armée*.
Le 6 mai, les Cellules attaquaient un centre de la gendarmerie, celle-ci s'étant rendue responsable de la mort de deux pompiers lors de la destruction du bâtiment de la F.E.B.

Le 8 octobre 1985, les Cellules Communistes Combattantes ouvraient la *Campagne Karl Marx* par un attentat contre une des premières sociétés de distribution d'énergie dans le pays, "Intercom". D'autres actions suivirent, toujours orientées contre des centres de pouvoir et d'exploitation capitalistes. La *Campagne Karl Marx* posait la question de la lutte prolétarienne contre "l'austérité" (les mesures gouvernementales d'appauvrissement social) et de la nécessité de l'organisation révolutionnaire de classe. Cette campagne ne fut pas achevée.

Du 19 octobre au 6 décembre 1985, les Cellules Communistes Combattantes menaient la *Campagne Pierre Akkerman — Combattre le militarisme bourgeois et le pacifisme petit-bourgeois*, (Pierre Akkerman était un communiste belge, volontaire dans les Brigades Internationales en Espagne, mort au combat le 1er janvier 1937). Cette campagne, située dans la continuité politique de la *Première campagne anti-impérialiste d'Octobre*, s'est dirigée contre des objectifs économiques et militaires de l'impérialisme et — de façon symbolique — contre la tendance bourgeoise au sein du mouvement anti-guerre. La campagne fut clôturée par une action internationale, un double attentat contre les installations du C.E.P.S. (le système oléoducs de l'OTAN) à Versailles en France et Peteghem en Belgique; cette action fut revendiquée avec un groupe de révolutionnaires internationalistes en France.

Quatre militants et militante de l'organisation, (c'est-à-dire nous-mêmes, Didier Chevolet, Pierre Carette, Bertrand Sassoye et Pascale Vandegeerde), étaient arrêtés le 16 décembre 1985. Dans les semaines et les mois qui suivirent, de nombreuses bases de l'organisation tombèrent aussi aux mains de la police. Depuis lors, les Cellules Communistes Combattantes ne se sont plus manifestées, ni au niveau de l'activité politico-militaire ni même au niveau de la simple expression politique. La représentation de la mémoire et de la ligne d'organisation n'est actuellement assumée publiquement que par les prisonniers.

Que l'on nous permette à ce propos de présenter brièvement notre propre situation dans la prison depuis 5 années.

Dès les arrestations, nous avons été placés dans des conditions d'isolement carcéral total. En mai 1986, nous avons ouvert une première grève de la faim collective pour la revendication de conditions élémentaires d'existence et de travail politique. Après 43 jours de lutte, le ministère s'engageait

dans ce sens... et trahissait tout de suite sa parole: l'isolement total continuait. En septembre 1988, nous ouvrions la seconde grève de la faim, pour les mêmes revendications minimales. Parallèlement se tenait un procès-spectacle où, au mépris le plus entier des prétentions juridico-démocratiques du régime, nous étions tous les quatre condamnés à la prison à vie.
Pour notre part, au cours des audiences, nous avons mis en procès le capitalisme, la bourgeoisie et son Etat, et nous avons affirmé notre attachement indéfectible à la cause révolutionnaire du prolétariat, au Marxisme-Léninisme et à la lutte des Cellules Communistes Combattantes.
Aujourd'hui, nous sommes dispersés dans des prisons à travers le pays. Suite à la lutte de 1988, nos conditions de captivité ont été, dans la forme, plus ou moins normalisées, et surtout nous avons gagné le droit à des visites et à la correspondance "libre" entre nous.

En ce qui concerne la seconde partie de la question, nous répondons que les Cellules Communistes Combattantes sont une expression de la dynamique révolutionnaire historique, et qu'elles correspondent aux conditions objectives de cette dynamique dans notre pays. Mais, évidemment, cela est insuffisant; nous compléterons notre réponse en face de questions plus précises que vous posez par la suite.

2. VOTRE ORGANISATION EST-ELLE UN PARTI? QUELS EN SONT LES PRINCIPES ORGANISATIONNELS?

Les Cellules Communistes Combattantes ne sont pas le Parti, ni même l'Organisation révolutionnaire de classe. Mais nous voulons immédiatement préciser cette phrase: si les Cellules ne sont ni l'Organisation, ni le Parti Communiste, cela traduit plus notre attachement à ces instruments qu'un rejet à leur égard. Nous pensons que l'Organisation, puis le Parti, sont des instruments nécessaires de la lutte prolétarienne révolutionnaire, et surtout qu'ils correspondent à des étapes objectives dans le progrès de cette lutte et non à des déclarations subjectives de la part d'une poignée de militants — aussi volontaires et dans la bonne voie soient-ils.

Dans le communiqué de l'action du 15 janvier 1985, contre une base yankee, les Cellules Communistes Combattantes écrivaient:

La politique révolutionnaire a pour première phase le travail d'élaboration théorique et de propagande politique. Et cette démarche incontournable se réalise de pair avec l'organisation concrète des éléments d'avant-garde dans la pratique offensive. C'est ainsi qu'a surgi notre première offensive en tant que forces constituées. Voilà un point sur lequel nous voulons insister: l'étape de la propagande armée à travers laquelle les Cellules Communistes Combattantes sont à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire n'est certainement pas une fin en soi! Mais plutôt un vecteur qui dans la radicalisation des antagonismes de classe conduira aux développements objectifs des forces et de la politique prolétariennes et, par-là même, aux conditions de l'émergence de l'Organisation Combattante des Prolétaires. Et de ses forces quantitativement et qualitativement nouvelles, l'Organisation se battra pour que naisse le Parti Communiste...

Donc, *Cellules*, parce que cela correspondait à la réalité de nos forces en 1984/85; mais des *Cellules pour la construction de l'Organisation Combattante des Prolétaires*, finalement pour le Parti. A ce niveau, nous sommes donc aussi soucieux que respectueux des enseignements léninistes.

Ce souci et ce respect étaient pleinement présents dans le fonctionnement interne des Cellules. Si même la confidentialité de nos rangs en 1984/85 n'exigeait pas encore la structuration d'un véritable appareil organisationnel de type bolchévique, il n'empêche que nous appliquions alors déjà dans notre processus collectif les principes communistes d'organisation, nous anticipions *l'agir partitiste* (centralisme démocratique, hiérarchie de la compétence et du mérite, discipline et responsabilisation, etc.)

3. POURQUOI AVEZ-VOUS CHOISI LA VOIE CLANDESTINE? QUE PENSEZ-VOUS DE LA LUTTE ET DES ORGANISATIONS LEGALES?

Les orientations organisationnelles et stratégiques de la lutte révolutionnaire relèvent d'obligations historiques objectives; on ne peut donc pas vraiment parler de *choix* à leur propos.

Est-il permis d'imaginer un Parti Communiste, oeuvrant réellement à la révolution — c'est-à-dire en finalité au renversement du pouvoir bourgeois par la violence —, qui ait une existence reconnue, ou ne fût-ce même que

tolérée, par ce pouvoir bourgeois? Le bon sens élémentaire et l'expérience du Mouvement Communiste International apportent une réponse indiscutable à cette question: non. La clandestinisation du Parti est déjà une simple priorité d'auto-défense pour tout Parti révolutionnaire authentique.

La lutte armée est-elle une *nécessité stratégique et tactique du combat pour la révolution?* A notre point de vue: oui, (nous développerons quelque peu cette affirmation en répondant à la sixième question). Peut-on croire un seul instant qu'un pouvoir en place ne criminalise pas automatiquement ceux qui s'attaquent à son monopole de la force armée — sur laquelle, jusqu'à nouvel ordre, repose tout pouvoir? Bien évidemment: non. Donc la clandestinité est inévitable pour ceux-là.

Nous disons ainsi que la clandestinité n'est pas un choix pour lui-même, mais la conséquence des choix révolutionnaires. D'ailleurs, c'est dans cet esprit que les Cellules Communistes Combattantes écrivaient en 1985:

> *... il faut expliquer ce que nous entendons par "clandestinisation". Il s'agit d'une clandestinité de masse au sein des masses. Il s'agit de la clandestinisation de l'activité révolutionnaire et non des militants révolutionnaires. Les militants doivent rester au sein du monde du travail, de l'univers social du prolétariat, mais doivent couvrir — avec anticipation — leurs activités militantes au sein de l'Organisation d'une discrétion imposée par le degré de répression que la bourgeoisie engage contre le degré de développement révolutionnaire. La répression menée par les mercenaires de la bourgeoisie est inévitable quand l'Organisation prolétarienne développe une politique vraiment révolutionnaire, c'est-à-dire s'organisant en fonction de la destruction de l'Etat bourgeois...*

Donc, pour achever notre réponse, nous pouvons dire que nous ne rejetons en rien l'activité légale, publique... tant qu'elle sert les intérêts du progrès révolutionnaire. Par exemple, dans notre pays où les droits démocratiques bourgeois sont en vigueur, comme celui de la liberté d'expression, eh bien nous pensons qu'il serait absurde de ne pas l'exploiter afin que circulent largement le discours et la propagande révolutionnaires!
Ce qui s'impose simplement, c'est de comprendre la précarité des droits démocratiques bourgeois, et anticiper leur disparition face au progrès révolutionnaire, c'est tout.

4. COMMENT DEFINISSEZ-VOUS LA STRUCTURE SOCIO-ECONOMIQUE DE VOTRE PAYS?

La Belgique est un petit pays inscrit au coeur de l'organisation impérialiste. Mais dans ce cadre, en tant que lui-même, c'est surtout un pays d'arrière-plan, disons plutôt: dépossédé de toute autonomie ou même indépendance réelle. D'une façon générale, l'histoire du pays au cours du siècle n'est d'ailleurs qu'un lent mais inexorable déclin national au profit de l'organisation impérialiste et ses nations dominantes.

Mise en coupe réglée dans le cadre du plan Marshall après la seconde guerre mondiale, l'économie de la Belgique jouira conséquemment de l'essor de la période 1955/70... pour ensuite être frappée de plein fouet dès la réactivation de la crise et le premier "choc pétrolier". Depuis lors, la situation n'a cessé de se dégrader au fil des courts cycles récession/relance qui rythment dans les centres le mouvement d'ensemble de la crise mondiale de l'impérialisme, et cela malgré l'application de nombreux *plans de redressement*... dont le monde du travail est le seul à supporter le prix.

Pour citer quelques données, la réalité économico-sociale en Belgique aujourd'hui c'est: un chômage endémique de 15%, une perte moyenne de 15% du pouvoir d'achat en 10 ans... et le quasi quadruplement de la dette d'Etat dans le même temps (actuellement: sept mille milliards de FrB), l'endettement catastrophique de toutes les régions, villes, etc., des coupes sombres dans tous les budgets sociaux, de l'enseignement à la santé, etc. Bref, une faillite généralisée et sans la moindre perspective de solution.

Au niveau de la composition de classe, la crise renforce une tendance caractéristique de l'impérialisme dans ses centres: la réduction de l'emploi productif et l'expansion du secteur non-productif (dit: *des services*).
Ce qui entraîne dans un même mouvement la réduction de la classe ouvrière et un élargissement du prolétariat. Le développement impérialiste creuse donc la fracture sociale, rejetant aussi dans le prolétariat une part toujours plus grande de l'ancienne petite-bourgeoisie. En ce qui concerne le secteur agricole, il n'occupe plus que 3% de la population active et, à sa façon, connaît aussi une *prolétarisation* par son encadrement professionnel et économique.

Sur le terrain de la lutte des classes, le maître-mot reste le réformisme syndical ou politique... même si depuis longtemps il n'est plus que synonyme

d'échecs et d'impuissance pour le monde du travail.

Dans notre pays, le taux de syndicalisation est fort élevé (par exemple, jusqu'il y a peu, 80% de la classe ouvrière), mais si cela a permis dans le passé — c'est-à-dire dans les périodes de croissance capitaliste — d'indéniables pas en avant dans le domaine social, cela se révèle aujourd'hui le meilleur instrument de la bourgeoisie pour imposer autant de pas en arrière. Et ceci, tant du fait que l'encadrement syndical (allié direct des sociaux-démocrates et des sociaux-chrétiens) tient fermement le mouvement social par la bride, que du fait que ce même mouvement ne dispose d'aucune véritable expérience ni tradition de lutte en dehors de lui.

Au niveau de la politique parlementaire, la bourgeoisie occupe l'entièreté de la scène à travers trois grandes familles: les sociaux-chrétiens ("démocrates-chrétiens"), les sociaux-démocrates et les libéraux. Et toute l'histoire parlementaire et gouvernementale de la Belgique depuis la fin de la seconde guerre mondiale n'est rien d'autre qu'une succession sans cesse recommencée de ces gredins, chacun prétendûment plus attaché que ses complices au bonheur du peuple et au paradis démocratique... c'est-à-dire *bizarrement* à l'intérêt des banques, des holdings et des transnationales de l'impérialisme, — sans oublier l'avantage de l'OTAN.

5. QUEL EST VOTRE BUT? A QUELLE ETAPE DE LA REVOLUTION ETES-VOUS MAINTENANT?

L'objectif essentiel de la lutte des Cellules Communistes Combattantes est la révolution prolétarienne. Qu'entendons-nous par *révolution prolétarienne*? La prise du pouvoir d'Etat et l'instauration de la dictature du prolétariat, la construction du socialisme. Ces objectifs, comme étape et période de transition vers le communisme — société sans classe et sans Etat, requièrent la conjonction de multiples facteurs objectifs et subjectifs historiques. Globalement, ces derniers sont l'affirmation de la conscience de classe *pour soi* parmi les secteurs avancés du prolétariat, et sa traduction dans l'action d'un puissant Parti d'avant-garde capable d'élever et diriger la lutte des grandes masses laborieuses.

Cellules, Organisation d'avant-garde, Parti Communiste... Voilà les formes organisationnelles qui se succèdent dans le processus révolutionnaire, et

qui reflètent l'état objectif de maturité des forces révolutionnaires et de la conscience de classe prolétarienne dans une société.

Dans notre pays, il n'existe aucune organisation, aucun Parti Communiste digne de ce nom. Comme dans beaucoup de pays européens, le mouvement ouvrier socialiste a connu dans les années '20 une scission dont est né un parti communiste affilié à la IIIème Internationale... et qui, à sa façon (fameuse!), a naturellement connu les mêmes déviations, trahisons et échecs que ses pairs. Aujourd'hui ce parti révisionniste n'existe quasiment plus, et encore moins sur le terrain politique. Les années 1960/70 ont vu l'apparition de quelques groupuscules gauchistes, maoïstes, etc., fort excités en parole mais plus encore réformistes petits-bourgeois dans les programmes et les stratégies; de tout ce feu de paille, il ne reste rien, si ce n'est une ultime petite secte opportuniste et populiste à tendances social-fascistes.

Bref, une vacuité politico-organisationnelle totale et un héritage de pourriture particulièrement puant. Une vacuité d'autant plus entière qu'elle perdure sans discontinuité depuis bientôt un demi-siècle. Ce qui nous fait dire que *ici tout est à construire, à créer*. Alors, la réponse précise à la question, c'est qu'en Belgique nous sommes au niveau zéro de la révolution, nous n'en sommes qu'au moment où des camarades surgissent, se cherchent, font leurs premiers pas sur un chemin qu'il faut tracer envers et contre tout l'encadrement et la tradition réformistes et révisionnistes dominants. En Belgique, la question révolutionnaire se pose encore au niveau de sa propre affirmation, revendication, et cela au travers des toutes premières — hésitantes et fragiles — manifestations de propagande armée.

6. QUE PENSEZ-VOUS SUR LES METHODES DE LUTTE? QUELLE EST VOTRE METHODE PRINCIPALE? QUEL EST L'OBJECTIF DE LA LUTTE ARMEE?

Comme nous le disions déjà en répondant à la troisième question, nous pensons que le choix des méthodes de lutte n'est pas une affaire subjective mais la conclusion de l'analyse scientifique des conditions générales et particulières de chaque situation propre, — et bien sûr pour l'indéfectible finalité de la révolution prolétarienne. La question des méthodes de lutte se pose donc pour nous à partir de la réalité générale d'un pays impérialiste,

de la crise économique mondiale, d'une démocratie bourgeoise achevée, etc., et de la réalité particulière de la Belgique, de son contexte économico-social, de son histoire sur le terrain de la lutte des classes, de l'absence de traditions et d'activités révolutionnaires, etc.

C'est dans ce cadre complet que nous devons décider de l'orientation et des choix des méthodes de lutte révolutionnaire. Et c'est dans ce cadre que nous fixons la lutte armée comme élément stratégique central — et non différable. Nous reconnaissons la justesse historique générale des principes essentiels de la guerre populaire, tels que Mao Tse Toung les a définis, et nous les appliquons à la réalité et aux spécificités de notre cadre de lutte, (un pays dominant dans la chaîne impérialiste, à caractère global urbain/industriel, ce qui rend notamment impossible une guérilla rurale, des "zones libérées", etc.)

Nous pensons que le processus révolutionnaire dans notre pays se traduira à travers deux étapes distinctes mais complémentaires: l'étape de la guerre révolutionnaire prolongée et l'étape de l'insurrection.

En ce qui concerne la définition de l'insurrection, il est sans doute inutile de s'étendre. L'insurrection est l'offensive ultime au cours de laquelle les forces révolutionnaires, jetées toutes entières dans la bataille et portées par le soulèvement des masses, renversent le pouvoir de la bourgeoisie et instaurent la dictature prolétarienne, — tout cela, inévitablement, par la force des armes.

Toutefois, nous voulons apporter deux précisions à ce sujet.
Primo, l'insurrection revêtira obligatoirement chez nous un caractère aussi limité dans le temps que radical dans l'effet, tant la configuration du pays que ses structures sociales, économiques, etc., ne permettant pas un affrontement militaire ouvert et prolongé, ou une guerre de position.
Secundo, le moment de l'insurrection est prioritairement dicté par les conditions historiques objectives, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un moment avant tout produit par les facteurs économiques, politiques, sociaux, de crise historique, et non accessible ou décidé par la seule volonté des communistes. Cette précision a une grande importance pour la conception de la guerre révolutionnaire prolongée: elle en oriente le programme.

D'une façon schématique, nous divisons le programme de la guerre révolutionnaire prolongée en trois phases.

La phase de la propagande armée. Il s'agit d'une phase à dimension politico-idéologique quasi exclusive, qui a pour but de dynamiser la combativité des avant-gardes ouvrières et des vrais communistes, de leur rendre confiance dans la cause et la pratique révolutionnaire. De surcroît, cette phase crée les conditions objectives du progrès de la réflexion théorique et de l'élaboration politique.
Cette phase initiale se développe par la conscientisation et la mobilisation des éléments prolétariens et communistes dévoués et combatifs, jusqu'à ce qu'émergent des forces de plus en plus puissantes, actives, réellement représentatives, et s'unifiant conséquemment jusqu'à fonder l'Organisation Communiste Combattante susceptible de centraliser, incarner et guider la lutte révolutionnaire de la classe.
Le but principal de l'activité militaire menée au cours de cette étape stratégique n'est pas la destruction des forces ennemies, mais plutôt la propagande révolutionnaire au sens large, la dénonciation du réformisme et du révisionnisme. (Mais, tant mieux si *propagande* et *destruction chez l'ennemi* se recouvrent!).

La phase du harcèlement. Il s'agit d'une phase médiane qui, tout en poursuivant la propagande armée, construit les conditions de la phase d'assiègement, à venir. La phase du harcèlement combine les impératifs politiques généraux (rallier des couches de plus en plus larges de la classe à la cause révolutionnaire) à des impératifs plus directement offensifs: assurer peu à peu au mouvement révolutionnaire une position stratégique offensive dans la perspective de l'insurrection.
Au cours de cette phase, l'action révolutionnaire oeuvre à la radicalisation des données de l'antagonisme des classes, à la déstabilisation du système de domination bourgeois. Par d'incessantes attaques contre les structures de gestion, d'exploitation et de contrôle, les forces révolutionnaires imposent la militarisation du régime, et par-là creuse la fracture entre le corps social et l'appareil bourgeois.

La phase de l'assiègement. Cette phase est réellement celle qui consacre la guerre révolutionnaire prolongée. En précipitant la dégradation de l'Etat bourgeois et en exacerbant les contradictions du système capitaliste, la guérilla révolutionnaire contribue, à son échelle, à la maturation des facteurs historiques objectifs de crise, tout en renforçant sans cesse sa capacité

de vaincre lors de l'affrontement insurrectionnel.

Voilà, très schématiquement présentée, la conception stratégique révolutionnaire que nous défendons, — et dans laquelle s'inscrit l'activité des Cellules Communistes Combattantes.

Une dernière indication pour conclure cette fois: sur la question du rôle des classes intermédiaires dans le processus révolutionnaire, nous rejetons toute perspective d'alliance à quelque niveau essentiel; dans notre pays, où la prolétarisation de l'ensemble du monde du travail est achevée et où la démocratie bourgeoise a été poussée jusqu'à devenir le plus encombrant garde du corps de l'impérialisme, le clivage révolution/contre-révolution ne permet plus la moindre altération de la revendication révolutionnaire prolétarienne.

7. QUE PENSEZ-VOUS DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT?

Nous n'en *pensons* rien de plus que ce qu'elle est: une étape nécessaire, inévitable, progressiste dans le mouvement de l'histoire vers le communisme. La dictature du prolétariat est le système politique de l'édification socialiste, la première forme de démocratie authentique: le vrai pouvoir du peuple.

Refuser ou abandonner le principe de la dictature du prolétariat revient objectivement à refuser ou abandonner toute l'idée de la révolution, à fausser toute la vérité de la lutte des classes.

Donc, nous pensons qu'en Belgique comme partout, quand triomphera l'insurrection, il sera du devoir et de la responsabilité des avant-gardes dirigeantes d'organiser une régime infaillible de dictature prolétarienne, un régime qui sache allier en pleine conscience la magnifique générosité du peuple à sa plus impitoyable fermeté.

Cela dit, plus loin que les principes fondamentaux, se pose la question du programme concret de la dictature du prolétariat, de l'organisation de *la continuation de la lutte des classes dans la révolution*. A cet égard, nous disposons de quelques exemples historiques dont les plus importants sont bien sûr la révolution soviétique jusqu'à la victoire des révisionnistes (consacrée au XXème Congrès du P.C.U.S.), et la révolution chinoise jusqu'à la défaite de la G.R.P.C.; tous les révolutionnaires se doivent d'étudier

ces expériences avec le plus grand soin critique, afin d'en retenir les nombreux enseignements positifs et de savoir au bon moment les appliquer selon les conditions spécifiques auxquelles ils seront confrontés.

8. COMMENT DOIVENT-ETRE REALISEES LA RELATION ET LA SOLIDARITE DE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE ENTRE LES PAYS SOUS-DEVELOPPES ET LES METROPOLES?

Nous pensons que l'internationalisme prolétarien représente la dimension la plus totalisante de la cause communiste.
A l'époque de l'impérialisme, qui voit les prolétaires et les peuples du monde entier exploités, opprimés par une même logique de profit capitaliste, par les mêmes holdings et consortiums monopolisateurs, — et le tout garanti par les mêmes alliances militaires —, la formule célèbre *Ou bien il y aura le communisme pour tous, ou bien il n'y aura de communisme pour personne* est définitivement d'actualité.

La cause du prolétariat et des peuples du monde est unique, indivisible, et l'internationalisme prolétarien en est la seule perspective. La solidarité entre les masses de tous les pays, l'unité des forces communistes par-delà les frontières, sont donc des tâches auxquelles il s'impose d'oeuvrer sans retard ni faiblesse. La fondation d'une nouvelle Internationale Communiste, de l'Internationale Communiste Combattante, est inscrite parmi les tâches d'avenir du mouvement révolutionnaire mondial.

Au niveau stratégique, notre conception de l'internationalisme prolétarien peut être symbolisée par une autre citation bien connue: *Faire la révolution dans son propre pays, contribuer à ce qu'elle triomphe partout!*
Qu'est-ce que cela signifie? Tout simplement qu'en tant que marxistes nous n'ignorons pas que les conditions objectives de la révolution prolétarienne, celles qui sont le cadre d'existence même de la classe prolétarienne, relèvent inévitablement d'un contexte national — à de multiples et complexes niveaux — et qu'il n'est pas permis d'en faire abstraction.
Imaginer le développement d'emblée d'un processus révolutionnaire international (comme d'ailleurs la chose est en vogue auprès de certains groupes combattants en Europe de l'Ouest) ne révèle jamais qu'une méconnaissance profonde du matérialisme historique et, en premier lieu, des lois mêmes de l'inégalité

des développements, et des mécanismes contradictoires de l'impérialisme. Donc, nous disons qu'en ce qui concerne l'objectif de la révolution prolétarienne, les communistes se doivent d'agir à partir de la situation nationale fixée par le cours historique et aujourd'hui l'impérialisme, — et dans la meilleure compréhension des caractères spécifiques de chaque situation. Et cela, bien sûr, dans la claire intelligence qu'ils s'engagent toujours dans une lutte qui s'achèvera non pas avec la libération nationale, mais avec la liquidation de l'impérialisme partout dans le monde.

En ce qui concerne les relations qui doivent exister entre les forces révolutionnaires des différents pays ou régions, nous pensons qu'elles doivent traduire le plus grand respect réciproque de pair avec la plus forte solidarité mutuelle. L'information, le débat, l'encouragement et la critique fraternelle, (toutes choses qui n'ont rien à voir avec l'ingérence autoritaire!), sont bien entendu les méthodes saines de la relation politique; le partage des expériences, des acquis, afin de valoriser collectivement chaque capacité particulière, l'appui réfléchi, etc., sont indiscutablement les méthodes justes du soutien et de la solidarité.
Plus loin que ces niveaux généraux, de multiples relations peuvent exister, structurellement ou ponctuellement, entre diverses forces révolutionnaires à l'échelle internationale; mais dans ce cadre nous insistons sur la priorité de deux principes: l'unité politique est primordiale et chaque mouvement doit toujours — en finalité — ne compter que sur ses propres forces.

9. POUVEZ-VOUS DECRIRE LE TABLEAU GENERAL DU MONDE AUJOURD'HUI?

Au rythme où surgissent les bouleversements ces derniers temps, et à la vitesse à laquelle ils évoluent, nous ne nous hasarderons pas sur le terrain de la description minutieuse ou de la prédiction. Nous limiterons notre réponse à quelques grands caractères de l'époque.

Nous pensons que la thèse historique des communistes chinois, — les trois contradictions —, reflète toujours parfaitement le cadre de l'époque. Cependant, nous estimons qu'aujourd'hui la contradiction entre le prolétariat international et la bourgeoisie impérialiste a acquis la primauté sur les deux autres; et qu'entre celles-là, la contradiction entre les peuples dominés

et les puissances impérialistes s'impose à celle qui oppose les divers camps impérialistes.

Pourquoi plaçons-nous en avant la contradiction prolétariat international/bourgeoisie impérialiste? Parce que, dans le développement même de l'impérialisme, elle a maintenant acquis une dimension universelle. Les inégalités croissantes entre les centres impérialistes, leurs périphéries, les pays dépendants, le Tiers monde, etc., ne relevant plus du pillage colonialiste au strict sens économique du terme, mais de la *planification* impérialiste. Nous pensons que la contradiction entre les peuples dominés et les nations impérialistes, même si inévitablement elle mobilise sans cesse d'immenses masses populaires à travers le monde, a objectivement culminé entre les années 1930/70, mais qu'aujourd'hui elle n'a plus d'autre issue que dans son prolongement à travers la contradiction prolétariat international/bourgeoisie impérialiste.

En ce qui concerne la situation de l'économie, la réactivation — au début des années '70 — de la crise générale du mode de production capitaliste (crise déjà activée une première fois dans l'entre-deux-guerres) a provoqué et continue de provoquer une succession de crises de suraccumulation dont personne ni rien n'est capable d'enrayer l'inexorable exacerbation. Derrière les discours lénitifs quand pas triomphalistes des "managers" bourgeois, la réalité du monde se dégrade comme jamais auparavant: désordres systématiques des systèmes monétaires et financiers, déficits vertigineux des budgets des Etats, endettement du Tiers monde, inflation/récession, etc., etc. Une crise inextricable dont les effets socialement négatifs croissent partout, de l'appauvrissement mesuré, du chômage endémique, etc., dans les centres, jusqu'au génocide par la faim et la maladie dans le Tiers monde. D'une façon générale, les enseignements historiques confirment la théorie à ce sujet, l'impérialisme ne dispose que d'une *solution* pour sortir passagèrement de cette impasse qu'il a construit (et pour entreprendre un nouveau cycle d'accumulation qui le mènera à une crise plus effroyable encore): une guerre destructrice à très grande échelle.

Bien évidemment, ce trop rapide tour d'horizon impose de dire aussi quelques mots sur les "événements" dans les pays d'Europe de l'Est et en Union Soviétique (ou encore en Chine). Nous assistons depuis peu à "l'effondrement officiel" du révisionnisme, c'est-à-dire à l'aboutissement inévitable du

processus bourgeois consacré par le XXème Congrès du P.C.U.S., effondrement qui s'inscrit pleinement dans le cadre de la crise mondiale de l'impérialisme. Car indépendamment des cris de victoire poussés à Washington ou Tokyo, la razzia impérialiste sur les pays anciennement dit *socialistes* ne résoudra rien des problèmes de fond de la crise mondiale, — et au contraire même! De surcroît, au niveau politique, nous pensons que la franchise du gredin Gorbatchev et de sa clique prostituée à l'impérialisme aura finalement un effet bénéfique pour le prolétariat mondial — et principalement soviétique: indiquer l'urgence et la direction d'une nouvelle vague révolutionnaire sur tous les continents.

Pour conclure ce bref aperçu, nous dirons que nous sommes maintenant face à un avenir de crise, de guerre, mais plus encore de révolution!

10. VOULEZ-VOUS ADRESSER UN MESSAGE AU PEUPLE ET AUX REVOLUTIONNAIRES DE LA TURQUIE?

Nous saluons respectueusement les peuples travailleurs de Turquie et du Kurdistan. Nous savons la brutalité de l'oppression et de l'exploitation impérialistes auxquelles ils sont confrontés quotidiennement, et nous admirons grandement leurs inlassables et courageuses luttes.

La cause des peuples, des prolétaires, dans le monde, est unique; les femmes et les hommes de Turquie, du Kurdistan, de Belgique ou d'ailleurs ont un même avenir à conquérir: la justice sociale, la liberté, la paix, la fraternité... en un mot, le communisme.

Pour notre part, nous nous engageons à toujours faire vivre l'internationalisme prolétarien comme principe supérieur du combat révolutionnaire dans notre pays, et nous voulons répéter devant les masses de Turquie et du Kurdistan une déclaration que nous avons faite à l'occasion du procès contre notre organisation:

> *Tant qu'un seul homme, une seule femme, un seul enfant sur la terre sera exploité, opprimé ou humilié, il sera juste de se battre, il sera défendu d'abandonner les armes...*

C'est cela le sens de notre engagement *"Servir le peuple!"*.

A vous Camarades de Turquie et du Kurdistan, frères et soeurs dans le magnifique combat communiste, nous disons toute notre estime, notre solidarité et notre affection. Nous savons les conditions terribles de l'affrontement que vous honorez, et soyez convaincus que vous marchez vers la victoire, — aussi parce que votre exemple rayonne puissamment au-delà des frontières.

Construisons les outils de notre cause commune! Apprenons les uns des autres, portons-nous la critique fraternelle, unissons toutes nos forces contre l'impérialisme, voilà les justes mots d'ordre de l'internationalisme.

Aujourd'hui, la soldatesque belge — intégrée à l'OTAN — est à l'oeuvre en Turquie, dans le cadre des manoeuvres bellicistes au Moyen-Orient. Combien grande est la misère d'un peuple qui tolère pareille infâmie de ses dirigeants! Et quelle honte pour les progressistes et révolutionnaires de ce pays qui ont été incapables d'organiser une riposte à la hauteur du crime! Mais la clé de l'histoire n'est pas un constat ou des regrets, elle est travail pour transformer la réalité: elle est combat.

Notre vie est à celui-là, au combat communiste, et nous n'aurons de cesse d'oeuvrer à désarmer pour toujours la bourgeoisie et les impérialistes de notre pays, et partout sur la Terre.

VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN!

VIVE LA LUTTE DES PEUPLES DE TURQUIE ET DU KURDISTAN!

HOMMAGE AUX MARTYRS DE LA CAUSE REVOLUTIONNAIRE!

POUR LE COMMUNISME!

IL Y A DIX ANS, LE 2 OCTOBRE 1984, LES CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES ENTAMAIENT UNE LUTTE ARMEE CONTRE LE CAPITALISME, L'IMPERIALISME, POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE.

Ce jour-là, au cours de leur première action de propagande armée, elles attaquaient à l'explosif le siège de la société Litton — une multinationale américaine de l'électronique militaire.

Après une trentaine d'actions composant trois grandes campagnes politico-militaires, notre organisation reçut un coup décisif des forces de répression. Dans les mois et les années qui suivirent nos arrestations et la chute d'une part importante de l'infrastructure clandestine, les Cellules échouèrent dans leur tentative de reconstitution. Le combat ne reprit pas.

De ce point de vue, la défaite des Cellules est manifeste. Nombreux sont ceux qui évoquent alors cet échec pour proclamer "définitivement" une prétendue stérilité de la voie ouverte par notre organisation, la voie de la violence révolutionnaire, de la lutte armée communiste. Notons d'ailleurs que beaucoup de ces brillants analystes sont les mêmes qui avant ça se réconfortaient en nous calomniant de la façon la plus ordurière.

Collectivement, nous avons connu tous les aspects de l'expérience des Cellules Communistes Combattantes, nous y avons lutté les armes à la main, nous avons été des témoins privilégiés des succès qu'elles remportaient et des potentialités qu'elles généraient. Ensemble nous avons éprouvé le choc de la contre-offensive du régime, nous avons mesuré l'échec grandissant et le recul de l'espoir. Au fil des années de prison, nous avons réfléchi et réfléchi encore aux tenants et aboutissants de la défaite en les resituant toujours dans le cadre général (historique, politique, stratégique...) de la lutte des classes, du combat révolutionnaire. C'est à partir de tout cela que nous rejetons aujourd'hui plus que jamais l'assertion intéressée, veule et capitularde, voulant que l'échec particulier rencontré par les Cellules Communistes Combattantes soit l'échec de la lutte armée communiste, de la stratégie de guerre révolutionnaire prolongée, voire l'échec de la cause révolutionnaire en tant que telle.

L'obligation d'un retour à une politique et une pratique révolutionnaire authentiques saute aux yeux de qui est capable de voir, **de qui veut voir** les véritables intérêts populaires et prolétariens derrière les écrans de fumée de l'idéologie dominante et malgré la confusion entretenue par tous les serviteurs médiatiques du régime. Politique et pratique révolutionnaires authentiques, aujourd'hui cela veut dire en rupture complète avec le régime bourgeois (même démocratique), volonté de renverser ce système anti-social, exploiteur et décadent qu'est le capitalisme. Cela signifie en même temps l'objectif de construction d'une société juste, d'où est bannie l'exploitation de l'homme par l'homme, où est assurée la satisfaction des besoins matériels et l'épanouissement culturel de tous, une société dont l'unique raison est l'Homme et non l'augmentation des dividendes de petites cliques de nantis.

Jamais peut-être les travailleurs n'ont été aussi impuissants qu'à présent face aux engrenages brutaux et sordides du système capitaliste. Amer paradoxe, la crise de leur système offre aux capitalistes des armes contre le monde du Travail. Le chômage, l'exclusion consécutive au laminage de la sécurité sociale, la paupérisation des pays de la périphérie et la déstabilisation de ceux d'Europe de l'Est mettent à la disposition du patronat une masse de travailleurs contraints à accepter n'importe quoi, prêts à trimer dans les conditions les plus dures pour les salaires les plus misérables. Et la crise se poursuit, s'aggrave, inexorablement.

Devant l'effondrement de leur projet social réformiste (un capitalisme à visage progressivement *humanisé* grâce à une protection sociale en augmentation régulière, à une élévation permanente des conditions de vie individuelle et publique dans tous les domaines, etc.), la social-démocratie, le Parti Socialiste et ses satellites *de gauche* — par exemple

maintenant Ecolo — n'ont pas un seul instant envisagé de remettre en question leur politique de collaboration au régime bourgeois. Ce n'est pas le fruit d'une erreur corrigible, c'est l'expression de leur nature véritable. Depuis longtemps ils sont un rouage du régime bourgeois et la seule camelote qui leur reste à fourguer aux travailleurs est de *«gérer la crise»* en se targuant de *«limiter les dégâts»*.

L'incapacité de l'extrême-gauche (populiste, trotskyste) à remettre en cause le crétinisme parlementaire, l'opportunisme électoraliste et le carcan légaliste fait qu'en finalité, au-delà d'un radicalisme verbal aguicheur, elle ne constitue aucune alternative sérieuse pour la lutte de classe. Peut-on imaginer hiatus plus énorme que revendiquer la révolution socialiste, la dictature du prolétariat même, et se cantonner dans la pratique à des rôles d'aimables organisateurs du mécontentement spontané, totalement intégrés à la vie politique démocrate bourgeoise? Quel crédit accorder à des POS ou PTB dont l'objectif concret n'est jamais que de passer, chacun à son tour et aux dépens de l'autre, d'un score électoral de rien à un score de deux fois rien? Quelle confiance accorder à des PTB et POS qui, en 1984 et 1985, se sont démasqués comme d'ignobles et enragés ennemis de l'espoir et de l'initiative révolutionnaires, du combat communiste?

La croyance en la possibilité d'aménager, de rendre acceptables l'exploitation et la servitude par le développement des lois sociales est quotidiennement battue en brèche. La tentative d'enrayer la dégradation constante des conditions de vie et de travail par les formes de lutte traditionnelles, qu'elles soient économiques (grèves, etc.) ou politiques (élections, manifestations, etc.), a fait long feu. Pour dix batailles menées par les travailleurs dans ces cadres dépassés, neuf sont perdues, et le succès de la dixième n'est que provisoire, exposé à une contre-attaque bourgeoise, visant non seulement l'enjeu économique partiel, mais aussi et surtout la volonté et la capacité du prolétariat à lutter pour la défense de ses intérêts (nouvelles lois anti-grève, poursuites judiciaires contre les travailleurs combatifs, les membres des piquets, etc).

Le grand capital et l'Etat à sa solde ont la partie belle: ce système est le leur. Dès que l'on en joue le jeu, dès que l'on met le doigt dans l'engrenage de sa logique, de sa cohérence propre, on en arrive tôt ou tard, irréversiblement, à assimiler et défendre les caractères anti-sociaux du capitalisme. Ainsi dès qu'ils ne se placent pas en rupture avec le système, les partis censés représenter les intérêts du monde du Travail en viennent irrévocablement, par le biais de données comme *«le marché de l'emploi»*, *«le maintien de la compétitivité»*, à privilégier les intérêts patronaux, à liquider les acquis sociaux, à baisser les salaires, à renforcer l'exploitation, à gérer la misère.

Dans ce cadre, même les objectifs d'allure radicale (à l'exemple de celui prétendant corriger les injustices par une pression fiscale sur les grandes fortunes et les revenus capitalistes, — on connaît le slogan *«Faire payer la crise aux riches!»*) sont pris dans un faisceau de contradictions. La volatilité des capitaux, leur capacité à déserter un pays pour s'investir dans un autre fiscalement plus accueillant, ôtent toute consistance à pareille perspective *radicale-réformiste*. Si même le pouvoir, soudainement inspiré, taxait les riches et relevait les salaires tout en réussissant à empêcher la fuite des capitaux, le monde du Travail n'y trouverait qu'un avantage trompeur, éphémère, précipitant la catastrophe: les marchandises ne seraient plus compétitives, les entreprises n'écouleraient plus leur production, les faillites se multiplieraient, le chômage s'emballerait, etc., etc.

Il ne sert à rien de feindre ignorer les lois du capitalisme, de l'économie de marché. Il est vain de s'illusionner: on ne peut défendre les intérêts populaires et prolétariens en respectant ce système. Il est absurde de refuser de voir où mène l'irrépressible course à la compétitivité avec les pays nouvellement industrialisés ou les pays développés plus ravagés que le nôtre par le libéralisme (comme l'Angleterre ou les Etats-Unis). La tendance au nivelage des coûts et cadences de travail en Europe sur les salaires et horaires des bagnes capitalistes de Turquie, Thaïlande ou Indonésie façonne tout notre avenir. Il est sinistre.

Le système capitaliste, l'économie de marché, la concurrence et la course au profit seront toujours fondamentalement et irréductiblement opposés aux intérêts populaires et prolétariens.

Pour le monde du Travail, il n'y a d'autre perspective que la conquête d'un autre système, d'un système correspondant à une finalité, une logique différentes, répondant à une nouvelle rationalité. Il existe seulement la perspective du socialisme, du vrai socialisme, du système où toutes les sources de richesse (les usines, les machines, les matières premières, etc.) appartiennent d'office à la communauté et sont utilisées, de manière raisonnée et planifiée, au service de l'ensemble de la communauté. C'est le système où les producteurs eux-mêmes décident ce qu'ils produisent et comment ils le produisent, et sont les seuls bénéficiaires des fruits de leur travail.

Bien sûr, cela veut dire exproprier d'autorité tous les capitalistes, abolir la propriété privée des sources de richesse et des moyens de production. Cela signifie aussi la destruction de l'Etat tel que nous le connaissons, le bouleversement radical de l'organisation sociale, bref bien des changements vastes et profonds. En un mot: la Révolution.

Bien sûr, c'est un programme ambitieux, vertigineux même quand on compare la faiblesse des forces conscientes et décidées du monde du Travail et la puissance des forces de la bourgeoisie, rôdées et organisées, quand on considère ce déséquilibre au regard des tâches à accomplir et des obstacles dressés sur notre route.

Bien sûr, cela doit inévitablement se traduire par un affrontement ouvert, au couteau, entre le monde du Travail exigeant la société nouvelle et les misérables cliques d'exploiteurs profitant du système actuel, — ces bandes parasites qui disposent d'un Etat à leur dévotion, d'une armée, de régiments de politiciens, d'idéologues, de journalistes et autres larbins et zélateurs en tout genre. Une lutte à la vie à la mort doit s'ouvrir, où la victoire du prolétariat signifie la justice sociale, la paix et le progrès partout, où sa défaite implique la perpétuation de la putréfaction capitaliste, toujours plus nuisible, toujours plus oppressante.

Nous n'avons jamais ignoré l'ampleur de la tâche ni masqué celle des difficultés. Nous avons souligné d'emblée la disproportion actuelle des forces du prolétariat et de la bourgeoisie. Mais «L'homme ne se pose pas de problème qu'il ne soit à même de résoudre» et, il y a dix ans, plutôt que se borner à déplorer l'état défavorable du rapport de force, les Cellules Communistes Combattantes ont décidé de contribuer concrètement à son renversement et ont dégagé une stratégie à cette fin.

Les Cellules Communistes Combattantes n'ont jamais surévalué les effets à court ou moyen terme de leurs actions de guérilla. Elles savaient que dans un premier temps le pouvoir comblerait ses pertes plus vite qu'il n'en souffrirait et que, pour contrer la lutte qui le menace, il renforce toujours la répression.

Mais en débutant, même à petite échelle, une lutte armée contre le régime, notre organisation a fait la démonstration que telle lutte est possible, accessible à qui en a la volonté politique.

Mener la lutte armée révolutionnaire, même au niveau initial de la propagande, signifie concrètement le refus du jeu des compromissions, le rejet de la logique anti-sociale, anti-populaire du système capitaliste. Il s'agit toutefois d'aller plus loin qu'un simple refus — aussi légitime soit-il —, il s'agit d'accomplir dans ce mouvement les premiers pas du nécessaire processus de conscientisation, mobilisation, organisation, structuration et *aguerrissement* de forces prolétariennes. C'est un processus long, complexe, semé d'embûches, fait d'avancées, de reculs, de victoires, de défaites, à travers lequel le rapport de force entre la bourgeoisie aujourd'hui toute-puissante et le prolétariat actuellement désarmé se modifiera peu à peu, jusqu'à s'inverser et donner ainsi au monde du Travail les moyens de construire enfin le système de son choix, le système traduisant ses véritables aspirations, réalisant ses intérêts: le Socialisme.

Ce processus de lutte historique doit s'effectuer, dans le domaine stratégique, par la

Guerre Révolutionnaire Prolongée. Elle exige dévouement et engagement, elle demandera de grands sacrifices et, partant, il serait vain d'attendre que de larges masses s'y inscrivent d'emblée. L'extrême faiblesse des forces de la classe ouvrière, les défaites successives depuis des décennies sur le front de la lutte des classes interdisent pareil espoir. Plus loin, on pourrait même être tenté de croire qu'une démarche politique qui aujourd'hui, au contraire de se limiter à la défense des acquis menacés par l'offensive patronale, vise à enclencher un combat dont l'objectif final est de briser définitivement la bourgeoisie, son système d'exploitation et d'oppression, manque totalement de réalisme et de bon sens. A tort.

Ici apparaît le rôle, le devoir des communistes. Leur tâche est de se placer à l'avant-garde de la lutte, de défricher les voies nouvelles, de payer d'exemple, de jeter les bases politiques, stratégiques, organisationnelles, d'élaborer les programmes intermédiaires et les tactiques qui permettent la relance et le développement du combat prolétarien. En ce sens la responsabilité des Camarades n'est pas différente aujourd'hui d'il y a dix ans, responsabilité que nous avons traduite par notre engagement dans les Cellules Communistes Combattantes. Il faut reposer pratiquement la question de la lutte armée révolutionnaire et de l'organisation clandestine combattante.

Tant que les luttes populaires et prolétariennes n'intégreront pas un projet global visant la liquidation du système capitaliste et la construction du socialisme et tant que ce projet ne se matérialisera pas dans un affrontement politico-militaire avec le régime, le monde du Travail restera la victime tantôt rétive tantôt soumise des diktats capitalistes.

L'expérience des Cellules Communistes Combattantes appartient à l'histoire du mouvement communiste dans notre pays. Elle doit être analysée dans la perspective de la nécessaire relance de la lutte révolutionnaire, sur des bases et principes porteurs d'avenir et de victoire. Il y a dix ans les Cellules ont fait un premier pas dans la nouvelle, exigeante et ardue voie révolutionnaire dictée par les conditions objectives de notre époque. Elles y ont trébuché. C'est le plus souvent le sort des pionniers. L'essentiel maintenant est de valoriser cette expérience, d'en dégager par la critique les éléments qui permettent de faire mieux et plus, d'aller plus avant sur le chemin magnifique de la révolution communiste, sur le chemin qui mène les hommes et les femmes à un monde de justice sociale, de liberté et de fraternité.

LE COMBAT NE S'ARRETE JAMAIS!

VIVE LA LUTTE ARMEE POUR LE COMMUNISME!

CELLULES COMMUNISTES CCC COMBATTANTES

Collectif des prisonnièr(e)s des Cellules Communistes Combattantes,

2 octobre 1994

Pierre Carette
Prison de Mons
24, bd Winston Churchill
7000 MONS

Bertrand Sassoye
Prison de Lantin
2, rue des Aubépines
4450 LANTIN

Didier Chevolet
Prison de Huy
4, rue du Palais de Justice
4500 HUY

Pascale Vandegeerde
Prison de Namur
7, place abbé J. André
5000 NAMUR

Les 4 et 5 novembre 1985, dans le cadre de la Campagne Karl Marx, les Cellules Communistes Combattantes ont attaqué et détruit 4 importants sièges de banques, dont celui de la Générale de Banque à Charleroi.

En 1983 est fondée l'organisation révolutionnaire clandestine CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES. Après une longue période de maturation et de préparation, les Cellules entament leur première campagne de propagande armée le 2 octobre 1984. De nombreuses actions (par exemple contre la F.E.B., Fabrimétal, la S.G.B., le PRL et le CVP, etc.) allaient se succéder jusqu'aux arrestations de décembre 1985. Fin 1988, à l'issue d'un procès-spectacle répugnant, quatre militante et militants des Cellules allaient être condamnés à la prison à perpétuité.

Qu'en était-il exactement des Cellules Communistes Combattantes? De leur genèse, de leur projet politique et stratégique? Comment fondaient-elles leur pratique armée sur les principes fondamentaux du Marxisme-Léninisme? Quels objectifs à court et à long terme poursuivaient-elles à travers ces actions armées? Comment l'expérience des CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES est-elle rattachée à celle du mouvement ouvrier et communiste en Belgique? Quels furent les rapports entre les Cellules, la RAF et Action Directe? Quelles ont été les principales erreurs des CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES? Comment expliquer l'incapacité de l'organisation à surmonter, au cours de l'année 1986, les effets des arrestations de décembre 85? Et puis surtout: quelles leçons et perspectives tirer de l'expérience des CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES pour la lutte révolutionnaire d'aujourd'hui et de demain?

Ces questions et des dizaines d'autres ont été posées au COLLECTIF DES PRISONNIER(E)S DES CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES qui a travaillé des années durant à réunir l'information nécessaire, à élaborer analyses, critiques et autocritiques, bilans, argumentations, etc. qui faisaient encore défaut. *LA FLECHE ET LA CIBLE* est le fruit de ce travail de recherche et de réflexion.

Cette flèche et cette cible sont celles auxquelles Mao Tsé Toung faisait allusion dans son écrit *«Pour un style correct de travail dans le Parti»*: *«Comment lier l'une à l'autre la théorie marxiste-léniniste et la réalité de la révolution chinoise? Il faut, pour employer une expression courante, "décocher sa flèche en visant la cible". Le marxisme-léninisme est à la révolution chinoise ce que la flèche est à la cible. Or, certains camarades "décochent leur flèche sans viser la cible", ils tirent au hasard. De tels camarades risquent de faire échouer le révolution.»*

Contribuer à la renaissance d'une politique et d'une pratique réellement révolutionnaires, correspondant précisément aux conditions sociales, politiques et économiques contemporaines de la Belgique, tel est finalement l'enjeu fondamental de *LA FLECHE ET LA CIBLE* - enjeu dont l'importance a déterminé le collectif de la revue CORRESPONDANCES REVOLUTIONNAIRES à publier cet important document politique pour le mettre à la disposition de tous les prolétaires combatifs, de tous les camarades.

Ecrivez aux Camarades:

Pierre Carette, prison de Mons, boulevard Churchill 24, 7000 Mons

Didier Chevolet, prison de Huy, rue du Palais de Justice 4, 4500 Huy

Bertrand Sassoye, prison de Lantin, rue des Aubépines 2, 4450 Lantin

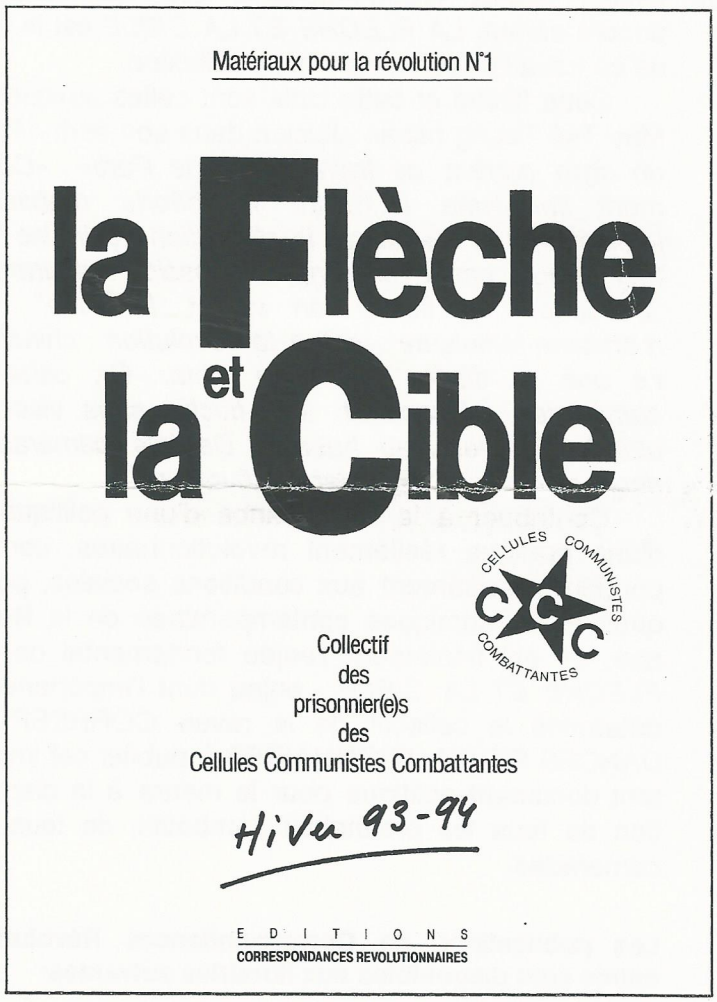
Pascale Vandegeerde, prison de Namur, place Abbé J. André 7, 5000 Namur

Les publications de Correspondances Révolutionnaires sont disponibles aux librairies suivantes:

La Borgne Agasse, rue de la Tulipe, 1050 Bruxelles
City Press Center, boulevard Anspach 64, 1000 Bruxelles
L'Imaginaire, place du Jeu de Balle 30, 1000 Bruxelles
Agora, rue de la Madeleine 21, 1000 Bruxelles
La Dérive, Grand Place 10, 4500 Huy
Librairie Nouvelle, passage de la Bourse 4, 6000 Charleroi
Arc en Ciel, rue de Bruxelles 56, 5000 Namur
L'Ecrivain public, rue de Brouckère 45, 7100 La Louvière
Zuidmagazine, Montignystraat 2, 2018 Antwerpen
L'Harmattan, rue des Ecoles 21, 75005 Paris
Le Tiers Mythe, rue Cujas 21, 75005 Paris
La Brèche, rue de Tunis 9, 75011 Paris
Cité Universitaire, boulevard Jourdan, 75014 Paris

Ne pas jeter sur la voie publique
Ed. resp.: Philippe Hennebert. 140, avenue Ducpétiaux. 1060 Bruxelles

Il y a dix ans, le 2 octobre 1984, les Cellules Communistes Combattantes ouvraient leur première campagne de propagande armée...



Les Editions Correspondances Révolutionnaires ont publié un important document du Collectif des prisonnier(e)s des CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES. Un ouvrage de référence pour ceux qui veulent connaître et comprendre la lutte menée en 1984 et 1985, une riche contribution à la réflexion politique communiste révolutionnaire aujourd'hui.

138 pages - format A4 - 300 FB

BON DE COMMANDE à retourner à
Correspondances Révolutionnaires BP 1310 - 1000 Bruxelles 1 - Belgique

Je commande ..... exemplaire(s) de *LA FLECHE ET LA CIBLE*
Je verse la somme de ..... Fb au CCP nº 000-1291052-79
Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit de la revue CR: oui / non

NOM ET ADRESSE: .....

.....